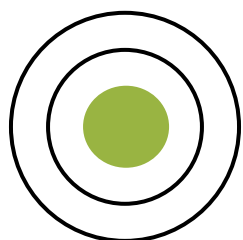


# R A P P O R T



Ombudsman

La Médiateure du  
Grand-Duché de  
Luxembourg

Service du contrôle  
externe des lieux  
privatifs de liberté

## Le Centre Socio-Educatif de l'Etat

## Rapport de suivi 2016

## Table des matières

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1. Introduction.....</b>  | <b>2</b>  |
| <b>2. Constats généraux .....</b>                                  | <b>4</b>  |
| a. Hétérogénéité des pensionnaires .....                           | 4         |
| b. Infrastructures .....   | 6         |
| c. Structures d'accueil .....                                      | 7         |
| <b>3. Constats relatifs au fonctionnement interne du CSEE.....</b> | <b>7</b>  |
| a. constats valant pour les deux sites .....                       | 7         |
| b. Constats CSEE Dreiborn.....                                     | 24        |
| c. Constats CSEE Schrassig.....                                    | 28        |
| <b>4. Constats relatifs à l'UNISEC .....</b>                       | <b>29</b> |
| a. Objectif de l'unité .....                                       | 29        |
| b. Constats sur place .....  | 30        |
| c. Développement de procédures .....                               | 31        |
| <b>5. Autres constats.....</b>                                     | <b>32</b> |
| <b>6. Remarques relatives au Projet de loi 5351 .....</b>          | <b>33</b> |
| a) Principe du contradictoire.....                                 | 34        |
| b) Mesures à durée indéterminée.....                               | 36        |
| c) Impartialité objective.....                                     | 39        |
| d) Mesures de congé .....  | 42        |
| e) Contacts familiaux .....  | 43        |
| f) Placements au CPL.....  | 45        |
| <b>7. Conclusions .....</b>  | <b>47</b> |

## **1. Introduction**

En date du 13 juin 2016, la Médiateure, agissant sur base de la loi du 11 avril 2010 portant notamment désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions<sup>1</sup>, a commencé une mission auprès du Centre socio-éducatif de l'Etat (CSEE). Les visites sur place se sont terminées le 13 juillet 2016.

L'objectif de la mission était de réaliser un suivi par rapport aux visites effectuées en 2014 et 2012, de déterminer les changements intervenus et d'identifier les suites réservées aux recommandations formulées, tout en examinant les conditions de séjour actuelles des mineurs placés.

La mission réalisée concerne aussi bien les internats de Dreiborn et de Schrassig, que l'unité de sécurité (UNISEC), qui, bien que théoriquement opérationnelle, n'est pas encore en fonction à défaut d'une base légale

Le présent rapport de suivi s'attardera également aux avancements des travaux législatifs et réglementaires entrepris depuis 2014 en la matière.

Les capacités d'accueil des deux internats n'ont pas changé, de sorte qu'il y ait 47 lits réservés aux garçons à Dreiborn et 35 lits destinés à la prise en charge des filles au site de Schrassig.

A la date du 10 juin 2016, 63 mineurs étaient placés à Dreiborn, dont 54 par mesure de garde provisoire. Parmi les décisions de placement par mesure de garde provisoire, la mesure la plus longue perdurait depuis plus de deux ans.

**La Médiateure reviendra sur la problématique des mesures de garde provisoire dans le chapitre consacré au projet de loi 5351.**

A la même date, 8 mineurs se trouvaient en fugue et 4 mineurs étaient en attente d'admission. Tout compte fait, l'internat de Dreiborn prenait déjà en charge 51 mineurs, alors que la capacité maximale s'élève en principe à 47.

La moyenne d'âge des mineurs placés à Dreiborn était de 16,31 ans.

Il s'ajoute que 27 garçons supplémentaires étaient en principe placés au CSEE, mais bénéficiaient d'un congé, voire d'un sursis à la mesure de placement. Il est à souligner que la large majorité des congés sont des congés à durée indéterminée dans le milieu familial. La durée la plus longue d'un congé en milieu familial en vigueur en date du 10 juin 2016 s'élevait à plus de 4 ans.

**La Médiateure reviendra également sur cette problématique dans le chapitre sur le projet de loi 5351.**

---

<sup>1</sup> Loi du 11 avril 2010 (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions.

A la même date, le site de Schrassig hébergeait 31 filles, dont 30 étaient placées par le biais d'une mesure de garde provisoire. 8 filles étaient en fugue. Contrairement à l'internat de Dreiborn, l'internat de Schrassig n'était donc, à ce moment-là, pas contraint de fonctionner au-delà de la limite supérieure des capacités.

A relever toutefois que 16 filles supplémentaires étaient en principe placées au CSEE, mais bénéficiaient à cette date d'une mesure de congé, chaque fois en milieu familial. La plus longue mesure de congé en vigueur date de 2012.

Si, en 2012 et en 2014, les capacités d'accueil étaient encore suffisantes à cause de plusieurs mineurs en fugue, ce constat n'est plus vrai cette année, alors que, malgré plusieurs fugues, les capacités d'accueil de l'internat de Dreiborn sont dépassées. Il est indéniable que cet état de fait a des conséquences négatives sur le fonctionnement et la prise en charge des mineurs placés au CSEE et que le travail du personnel socio-éducatif, déjà délicat à la base, se complique encore davantage. Il ne faut en effet pas oublier que, le personnel n'est pas seulement confronté à un nombre croissant de mineurs, mais parallèlement à ceci, également à une hétérogénéité croissante de la population.

### **La Médiateure reviendra sur ce sujet important dans la partie des constats généraux.**

La mission sur place a été menée par Madame Lynn Bertrand et Monsieur Serge Legil. Les visites sur place se sont déroulées comme suit :

- Lundi, 13 juin 2016:  
Réunion avec la direction et les responsables des différentes unités du CSEE-Dreiborn
- Mardi, 14 juin 2016 :  
Entretien avec M. Aeckerlé, chef d'unité de l'UNISEC  
Entretien avec M. Boewinger, chargé de direction du CSEE
- Mercredi, 15 juin 2016 :  
Entretien avec Mme. Ludewig, chef d'unité du service psycho-social  
Entretien avec Mme. Athanasopoulos, chef d'unité adjoint de l'Institut d'enseignement socio-éducatif du CSEE
- Jeudi, 16 juin 2016 :  
Entretien avec M. Bichler, chef d'unité de l'internat de Dreiborn  
Entretien avec M. Hein, adjoint du chargé de direction
- Mardi, 21 juin 2016 :  
Entretien avec Mme. Praus, chef d'unité de l'internat de Schrassig  
Entretien avec M. Boewinger, chargé de direction du CSEE  
Entretiens avec des pensionnaires de Dreiborn
- Mercredi, 22 juin 2016 :  
Entretien avec M. Flinto, maître d'enseignement de l'atelier de menuiserie  
Entretien avec Mmes. Stark, Goetzinger et Rischard du service infirmerie

- Mardi, 28 juin 2016 :  
Entretien avec MM. Oliva et Angioni, chargés d'éducation, travaillant en tant que « yardworkers »  
Entretien avec Mmes. Zimmer et Koelsch, enseignants à l'atelier « *Werkstatt* »
- Mercredi, 29 juin 2016 :  
Entretien avec des éducateurs de Dreiborn
- Jeudi, 30 juin 2016 :  
Entretien avec des pensionnaires de Schrassig
- Lundi, 4 juillet 2016 :  
Entretiens avec des éducateurs de Schrassig
- Mardi, 12 juillet 2016 :  
Entretien avec des pensionnaires de Dreiborn
- Mercredi, 13 juillet 2016 :  
Entretien avec des pensionnaires de Schrassig

La Médiateure tient à remercier l'ensemble du personnel et des pensionnaires des deux sites du CSEE pour leur disponibilité, leur bonne coopération et le bon déroulement général de la visite.

Elle tient à remercier plus particulièrement les responsables du CSEE pour leur excellente préparation de cette mission et pour la mise à disposition d'une documentation exhaustive et utile.

## **2. Constats généraux**

La Médiateure souhaite aborder un certain nombre de problèmes majeurs qui existent au CSEE et qui demandent une action dans les meilleurs délais si l'on souhaite augmenter la qualité de la prise en charge y réalisée.

A défaut de changements à ces égards, la Médiateure doute que la meilleure des volontés de la part des responsables du CSEE, puisse être suffisante pour que la prise en charge soit à la hauteur des attentes que l'on a à l'égard d'une prise en charge de mineurs en difficultés.

### **a. Hétérogénéité des pensionnaires**

L'un des problèmes les plus importants auxquels le CSEE se trouve confronté est l'hétérogénéité des pensionnaires qui y sont placés, hétérogénéité qui se manifeste à plusieurs

niveaux : au niveau des âges des pensionnaires, de leur stade de développement, mais aussi au niveau des profils de mineurs et des motifs ayant conduit à leur placement.

Ainsi, le CSEE héberge d'un côté des mineurs qui ont des problèmes familiaux graves, souvent accompagnés de fugues du domicile familial ou d'une autre structure d'accueil et d'autre côté, des mineurs ayant commis des violences ou des infractions au sens de la loi pénale, des mineurs affichant une personnalité psychopathologique ou encore des mineurs avec des problèmes de toxicomanie.

Il s'agit de problématiques tellement différentes que la Médiateure met en doute la possibilité pour une seule structure d'offrir à chacun la prise en charge dont il a besoin. Il ne s'agit pas d'une critique à l'égard du CSEE, dont elle voudrait particulièrement souligner les progrès réalisés au cours des dernières années, mais d'une critique du système en général. La Médiateure est d'avis qu'aucune structure ne pourrait proposer une prise en charge adaptée à un si grand nombre des profils différents.

A ceci s'ajoute que, depuis un certain temps, le CSEE se trouve de plus en plus souvent confronté à des placements de mineurs souffrant d'un léger handicap mental.

Selon les informations obtenues, les mineurs placés au CSEE seraient de plus en plus jeunes au moment de leur admission et le profil serait différent de celui qui prévalait encore il y quelques ans, les mineurs souffrant plus souvent de troubles psychopathologiques.

Il s'ajoute que plusieurs personnes rencontrées sur le terrain ont émis des doutes quant à la nécessité de certains placements.

**La Médiateure souligne l'importance d'une prise en charge précoce pour aider les mineurs à trouver leurs repères, surmonter des conflits familiaux ou mener une vie en respectant les règles sociales et pénales.**

**Si l'on veut utilement contribuer au bon développement des mineurs en difficulté ou en danger, il faut mettre en place un système qui puisse garantir aux mineurs une prise en charge adaptée à leurs besoins. Comme les besoins des mineurs diffèrent en fonction des profils et motifs de placements, il serait primordial de créer plusieurs structures de petite taille permettant une décentralisation et surtout une différenciation et, par là également une individualisation plus poussée de la prise en charge.**

**La Médiateure rappelle que la privation de liberté d'un mineur, entendue dans le sens défini par les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté comme étant « toute forme de détention, d'emprisonnement ou le placement d'une personne dans un établissement public ou privé dont elle n'est pas autorisée à sortir à son gré, ordonnés par une autorité judiciaire, administrative ou autre », doit toujours être de durée aussi courte que possible et représenter un moyen de dernier recours.**

**Les mêmes règles précisent également qu'une telle mesure doit être « une mesure prise en dernier recours et pour le minimum de temps nécessaire et être limitée à des cas exceptionnels. La durée de détention doit être définie par les autorités judiciaires, sans que soit écartée la possibilité d'une libération anticipée. ».**

(1) Il est indéniable que le système de protection de la jeunesse gagnerait en efficacité et efficience si une action plus conséquente et diversifiée était possible avant une mesure de placement. Il en faut pas non plus négliger qu'une mesure de placement est une mesure onéreuse et que l'investissement dans des moyens à déployer avant une mesure de placement pourrait, du moins à long terme, s'avérer profitable à tous.

Plusieurs acteurs rencontrés sur le terrain ont soutenu qu'il faudrait davantage agir en amont d'un placement et ont notamment fait référence à l'approche de la thérapie multisystémique, telle que développée par le Dr. Scott Henggeler, approche thérapeutique qui se réalise en laissant le mineur dans son milieu familial.

**La Médiateure n'étant pas spécialiste en la matière, elle invite les responsables politiques à s'entourer des experts du terrain pour analyser les possibilités en vue de soutenir et de promouvoir les actions pouvant se réaliser avant une mesure de placement et qui peuvent permettre, le cas échéant, de ne pas sortir le mineur de son milieu familial. En recommandant une promotion des actions en amont des placements, la Médiateure ne nie évidemment pas qu'il existe des situations dans lesquelles il est dans l'intérêt du mineur d'être sorti, du moins pour une certaine durée, de son milieu familial.**

#### b. Infrastructures

(2) Les infrastructures du CSEE et plus particulièrement celles de l'internat de Dreiborn deviennent de plus en plus problématiques en ce qui concerne le respect des normes généralement préconisées en la matière.

Les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté notamment prévoient, dans leur point 32, que « *la conception des établissements pour mineurs et l'environnement physique doivent être conformes à l'objectif de réadaptation assigné au traitement des mineurs détenus, compte dûment tenu du besoin d'intimité des mineurs et de leur besoin de stimulants sensoriels, tout en leur offrant des possibilités d'association avec leurs semblables et en leur permettant de se livrer à des activités sportives, d'exercice physique et de loisirs* » ou encore, dans leur point 34, que « *les installations sanitaires doivent se trouver à des emplacements convenablement choisis et répondre à des normes suffisantes pour permettre à tout mineur de satisfaire les besoins naturels au moment voulu, d'une manière propre et décente* ».

Or, la Médiateure doute que des chambres occupées à deux ou à trois pensionnaires permettent de tenir compte du besoin d'intimité des adolescents. Les chambres n'étant pas équipées de toilettes et, en partie, non plus de lavabos, le principe de la règle 34 précité n'est pas non plus respecté. Les jeunes sont en effet obligés à appeler un éducateur pour pouvoir aller aux toilettes pendant la nuit. Or, les pensionnaires sont très nombreux à rapporter des problèmes liés à la sonnette d'alarme, voire la réaction qui y est réservée.

**La Médiateure y reviendra dans la partie dédiée aux constats réalisés à Dreiborn.**

En outre, le site de Dreiborn a été obligé d'accueillir plus de mineurs qu'il n'y a de places disponibles, ce qui a obligé les responsables du CSEE à faire preuve d'une énorme flexibilité quant à l'organisation de l'internat. Le recours à l'installation de lits supplémentaires a pu être

évitée grâce à une gestion adaptée des mesures de congé de certains mineurs, permettant ainsi de libérer capacités nécessaires.

#### c. Structures d'accueil

(3) Tous les acteurs sur le terrain s'accordent à dire qu'une sortie réussie se prépare dès l'entrée des mineurs au service de prise en charge et pour cela, il est donc indispensable de mettre en place des services pouvant proposer une prise en charge ciblée et adaptée aux besoins spécifiques en fonction du profil des mineurs.

La Médiateure déplore que non seulement les équipements et infrastructures des services existants soient insuffisants, mais qu'en plus, il existe un manque quasi-total en ce qui concerne les services destinés à accompagner les mineurs après leur séjour dans les structures existantes, que ce soit au CSEE, mais aussi en psychiatrie ou, dans le futur à l'UNISEC.

La Médiateure est d'avis qu'il pourrait, du moins partiellement, s'agir des mêmes structures qui pourraient prendre en charge les mineurs après leurs séjours au CSEE ou en milieu psychiatrique, mais elle estime qu'il devrait être évité qu'un mineur qui avait été placé à l'UNISEC soit ultérieurement transféré au CSEE.

Evidemment, pour se prononcer de manière définitive sur ce point, la question du profil des mineurs qui sont placés à l'UNISEC devrait être clarifiée.

**En tout état de cause, la Médiateure pense que la mise en place de communautés thérapeutiques ouvertes est indispensable pour aider les jeunes après la fin de leur placement au CSEE, ce qui vaut également pour les placements ayant lieu en milieu psychiatrique.**

(4) L'équipe de contrôle a été informée qu'il y aurait un projet pour la conception de pavillons sur le site de Schrassig.

**Elle demande à être tenue informée des suites réservées à ce projet.**

### 3. Constats relatifs au fonctionnement interne du CSEE

#### a. constats valant pour les deux sites

(5) Au moment de l'arrivée au CSEE, une brochure reprenant les informations les plus importantes sur le fonctionnement du centre et expliquant également les droits et devoirs des pensionnaires est désormais distribuée aux mineurs.

**La Médiateure approuve la distribution de ce document qui fournit beaucoup d'informations utiles aux jeunes et leur explique les bases du fonctionnement du CSEE. Elle apprécie que les coordonnées du service d'accueil et d'informations juridique, de l'ORK et de l'institution du médiateur y soient renseignées.**



(6) La brochure renseigne également les possibilités qui existent aux internats pour acquérir des compétences artisanales dans les ateliers de l'IES, dans les domaines de boulangerie-cuisine, beauté-coiffure, chauffage-sanitaire, menuiserie, jardinage et *upcycling*.

La Médiateure est d'avis que ces apprentissages sont d'une très grande importance et que les ateliers permettent aux jeunes de découvrir de nouveaux intérêts et de développer de nouvelles compétences qu'ils peuvent, le cas échéant, approfondir après leur séjour au CSEE.

La Médiateure regrette cependant dans ce contexte qu'il ne soit pas possible de proposer une formation diplômante au sein du CSEE aux mineurs qui ne sont pas autorisés à poursuivre leur scolarité en dehors de l'institution. La valeur ajoutée pour les mineurs concernés et la construction de leur vie professionnelle après leur séjour au CSEE est évidente.

**La Médiateure est tout à fait consciente de la taille du défi, mais recommande, dans l'intérêt indiscutable des mineurs placés, aux responsables d'analyser la situation et de déterminer les besoins pour pouvoir proposer des formations diplômantes sur les sites du CSEE.**

(7) Les visites sur place ont dégagé plusieurs problématiques qui sont identiques aux deux sites du CSEE. Néanmoins, un des problèmes qui devient de plus en plus préoccupant et qui génère de plus en plus de tensions, consiste dans la différence de traitement ou de fonctionnement des deux sites qui se matérialise dans plusieurs domaines.

Les entretiens avec les jeunes ont souvent fait état de ces différences, qu'ils considèrent comme une injustice qu'ils ne comprennent pas. L'équipe de contrôle a en outre repéré d'autres différences de fonctionnement qui, même si elles n'ont pas été évoquées par les jeunes, méritent d'être abordées.

Les trois principales divergences quant au fonctionnement des internats, qui ont toujours été abordées dans les entretiens avec les mineurs sont la fermeture à clé des chambres pendant la nuit, les procédures quant à l'achat de vêtements et la réalisation de la lessive.

Tous ces problèmes ont déjà été abordés dans les rapports précédents sur le CSEE et la Médiateure note que les garçons, qui sont désavantagés dans tous ces domaines, ont de plus en plus de difficultés à accepter ces divergences qu'ils considèrent comme injustes et non légitimes, ce qui crée évidemment des tensions.

La Médiateure réitère ses propos tenus en 2014 :

*« La Médiateure continue à déplorer une différence de traitement importante des pensionnaires des deux sites en matière d'enfermement. Au site de Schrassig, les portes des chambres des pensionnaires ne sont pas fermées à clé pendant la nuit alors qu'à Dreiborn, les mineurs se trouvent enfermés. 35*

*A rappeler que les chambres des deux sites ne sont pas équipées de toilettes, de sorte que les garçons sont obligés de contacter l'éducateur de garde par interphone s'ils veulent aller aux toilettes pendant la nuit. Celui-ci peut en effet ouvrir électriquement les portes des chambres à partir de son poste.*

*La pratique de l'enfermement pendant la nuit est généralement argumentée par la protection des mineurs contre des agressions ou des vols, perpétrés par leurs co-pensionnaires.*

*Il est curieux de constater qu'on semble supposer que le même danger n'existe pas au site de Schrassig.*

***(60) Si l'enfermement était pourtant justifié par des besoins de protection individuels, la Médiateure recommande aux autorités responsables de permettre aux jeunes de fermer la porte de leur chambre à clé de l'intérieur s'ils se sentaient menacés. Si par contre l'enfermement trouvait sa justification dans les considérations tenant au maintien de l'ordre public ou de la prévention d'actes de vandalisme, la Médiateure recommande de trouver des solutions alternatives aptes à la prévention et à la répression d'actes de destruction volontaire.***

*L'enfermement pendant la nuit ne saurait trouver sa justification dans la prévention de fugues alors que les pensionnaires ont, pendant la journée toutes facilités pour quitter l'enceinte du CSEE. ».*

En 2014, les responsables du CSEE avaient pris position comme suit, par rapport à cette recommandation :

*« L'internat de Schrassig ne dispose que de chambres individuelles ce qui permet l'ouverture des chambres pendant la nuit.*

*A l'Internat de Dreiborn, des pensionnaires sont logés dans des chambres à deux voire trois pensionnaires, ce qui génère une toute autre dynamique durant la nuit. ».*

Néanmoins, la Médiateure avait en 2014 exprimé ses difficultés à suivre ce raisonnement :

***« (...) En effet, elle a du mal à comprendre en quoi le fait que les chambres soient occupées par 3 personnes au site de Dreiborn présenterait un risque accru d'incidents par rapport à la pratique en usage au site de Schrassig où toutes les portes sont ouvertes. Dès lors le risque d'un rassemblement d'un grand nombre de pensionnaires y serait tout aussi réel. Or, la pratique a bien démontré qu'il n'y a jamais eu de troubles notables.***

***La Médiateure donne également à considérer qu'elle ne préconise que l'ouverture des chambres à coucher et que bien entendu, toutes les sections devront demeurer fermées tant vers l'extérieur qu'entre elles.***

***Si des mineurs avaient un sentiment d'insécurité, la Médiateure continue à penser qu'il faudrait laisser la possibilité aux mineurs de fermer leur chambre à clé de l'intérieur avec la possibilité réservée au personnel de toujours pouvoir l'ouvrir de l'extérieur moyennant un passe-partout. ».***

Ces arguments restent toujours valables aux yeux de la Médiateure, même si elle a été informée qu'à cause des dispositifs de protection incendie, les sections ne pouvaient pas être fermées entre elles.

**La Médiateure recommande de faire analyser la situation et de déterminer si un autre système de protection incendie peut être mis en place.**

**La fermeture des chambres pendant la nuit entraîne en effet toute une série d'autres problèmes intolérables sur laquelle la Médiateure va revenir dans la section dédiée aux constats relatifs à l'internat de Dreiborn.**

(8) En ce qui concerne l'achat de vêtements, la Médiateure avait abordé le sujet de la manière suivante en 2014 :

*« Une activité extrêmement appréciée par les pensionnaires de sexe féminin est l'achat de vêtements. Les mineures sont à cet effet toujours accompagnées par un membre de l'équipe socio-éducative et le paiement se fait moyennant des bons établis au nom du CSEE.*

*Cette pratique, imposée par le système comptable actuel, présente deux défauts majeurs : premièrement, il n'y a actuellement que deux magasins à Luxembourg qui acceptent ces bons et deuxièmement, les mineures sont unanimes pour dire qu'elles se sentent gênées si l'éducatrice qui les accompagne pour les achats présente les bons établis au nom du CSEE à la caisse.*

*La Médiateure comprend ce sentiment et est d'avis qu'une telle divulgation d'informations quand même très confidentielles n'est pas dans l'intérêt des pensionnaires. Elle viole de surcroît la nécessaire discrétion qui doit protéger les jeunes faisant l'objet d'un placement.*

**(69) La Médiateure recommande dès lors d'abandonner le système actuel d'achats de vêtements pour adopter une nouvelle procédure, basée sur la mise en place d'un comptable extraordinaire.**

*Dans cette hypothèse, une personne de confiance, selon l'avis de la Médiateure, le directeur-adjoint du CSEE, devrait être nommée comptable extraordinaire pour le budget alloué annuellement au CSEE destiné à l'achat de vêtements pour les pensionnaires.*

*Il s'agit d'un crédit budgétaire important de trente mille euros environ par an. Les bons établis actuellement sont d'une valeur de 200 euros. En application de cette procédure, le membre de l'équipe socio-éducative solliciterait un montant correspondant à la valeur du bon auprès du comptable extraordinaire. La réception de l'argent en espèces devrait être documentée par écrit et signée par l'agent socio-éducatif accompagnant. Contre remboursement du solde et présentation d'une facture en bonne et due forme, l'agent obtiendrait une décharge écrite par le comptable extraordinaire. Il est évident qu'une procédure écrite devrait être mise en place, garantissant en tout état de cause que le crédit budgétaire serait rigoureusement utilisé en conformité avec son libellé, à l'exclusion de toute autre dépense.*

*Le même problème ne semble pas exister chez les garçons placés au site de Dreiborn. Sur ce site, il est procédé par l'administration à l'achat collectif de vêtements qui sont alors mis à disposition des pensionnaires.*

*Néanmoins, l'équipe de contrôle a reçu certaines informations par les pensionnaires de Dreiborn selon lesquelles du moins quelques mineurs préféreraient pouvoir faire eux-mêmes le choix de leurs vêtements, à l'instar de la procédure en vigueur à Schmassig.*

**(70) Vu qu'il s'agit d'une question d'égalité de traitement, la Médiateure recommande d'offrir cette possibilité également aux pensionnaires de Dreiborn, si ceux-ci en font la demande. ».**

Or, l'équipe de contrôle a constaté que les procédures en place sont restées inchangées et qu'elles sont toujours source de frustration chez les jeunes. Il s'ajoute que les garçons ont, lors de cette mission, très clairement réclamé le droit d'acheter les vêtements eux-mêmes.

En 2014, la Direction du CSEE avait fait savoir qu'elle partage l'avis de la Médiateure en ce qui concerne le système d'achat de vêtements et son harmonisation sur les deux sites, mais qu'il faudrait réaliser une étude de faisabilité tout en tenant compte des règles imposées par la comptabilité publique.

Selon la Médiateure, le recours au système du comptable extraordinaire devrait être de nature à suffire aux exigences de technicité budgétaire.

**La Médiateure regrette que la problématique n'ait pas encore pu trouver de solution et réitère ses recommandations en la matière.**

(9) La lessive est un autre sujet récurrent qui crée des problèmes sur les deux sites.

Dans le rapport de 2014, la Médiateure s'était exprimée de cette manière sur le sujet :

*« Tout comme à l'occasion de sa dernière visite sur place, l'équipe de contrôle a pu constater que les modalités concernant le lavage des vêtements sont toujours différentes sur les deux sites.*

*A Schrassig, les pensionnaires sont elles-mêmes en charge du nettoyage de leurs effets vestimentaires alors qu'au site de Dreiborn, le nettoyage des vêtements des pensionnaires est pris en charge par une buanderie centrale.*

*D'une manière générale, la Médiateure réitère son avis émis dans le rapport de 2012 qu'elle se prononce contre une telle différence de traitement. Il ne faut en effet pas oublier qu'entretenir ses vêtements constitue un acte de la vie quotidienne qui fait partie de l'hygiène personnelle que la très grande majorité des enfants apprennent à la maison.*

*Tout comme savoir entretenir un logement ou disposer de capacités élémentaires en matière de cuisine, il s'agit de connaissances qui seront indispensables aux pensionnaires des deux sexes pour pouvoir mener une vie indépendante et décente.*

*Il importe dès lors que ces facultés soient apprises pendant leur séjour au CSEE.*

*L'équipe de contrôle s'est longuement entretenue avec des pensionnaires des deux sexes à ce sujet. Il faut avouer que la situation est plus complexe qu'elle ne pourrait paraître à première vue.*

*En effet, une petite majorité des pensionnaires du site de Schrassig semblent préférer laver elles-mêmes leurs vêtements pour des raisons assez diverses allant de considérations tenant à la préservation de leur intimité, à la crainte que des vêtements puissent se perdre, être détériorés ou volés en buanderie centrale.*

*Un nombre non-négligeable de filles préférerait que la buanderie centrale s'occupe de l'entretien de leurs vêtements, ceci avant tout pour des raisons de commodité. Quelques très rares pensionnaires n'ont pas d'opinion arrêtée sur le sujet.*

*A Dreiborn, la situation est différente. De très nombreux pensionnaires se plaignent que des vêtements soient perdus ou détériorés par la buanderie centrale et ils proposent même quelques pistes de solution comme le recours à des sacs de lavage individuels, contenant l'ensemble des vêtements à nettoyer d'un pensionnaire et qui serait placé avec son contenu dans le lave-linge évitant ainsi des pertes ou des confusions.*

*Rares sont les jeunes de Dreiborn qui ont dit préférer laver eux-mêmes leurs affaires.*

*Un grand nombre semble être désintéressé par la question.*

*A Schrassig, les draps de lit sont lavés par une salariée du centre alors qu'à Dreiborn, les jeunes sont appelés à s'en occuper eux-mêmes, avec l'assistance du personnel éducatif.*

*La faible propension des pensionnaires masculins à s'occuper eux-mêmes du nettoyage de leurs vêtements laisse craindre la survenance de problèmes d'hygiène si cette tâche leur était imposée sans surveillance rapprochée.*

*D'un autre côté, il est inacceptable qu'un jeune quitte le CSEE à sa majorité, supposé être à même de mener une vie autonome, sans être capable d'effectuer des tâches ménagères de base.*

***(38) La Médiateure suggère aux autorités compétentes d'entamer des deux côtés un travail de sensibilisation devant aboutir à terme à des modalités de nettoyage des vêtements identiques sur les deux sites dans le sens que les pensionnaires deviendront eux-mêmes responsables de l'état de leurs effets vestimentaires. Une préparation réfléchie de la mise en place de ce nouveau système serait certainement nécessaire et un engagement accru du personnel socio-éducatif sera incontournable, tant au niveau de l'assistance qu'à celui du contrôle continu de l'hygiène personnelle des pensionnaires.***

*Tout comme dans les établissements pénitentiaires, la Médiateure insiste sur la nécessité absolue du maintien d'une hygiène personnelle irréprochable. Il ne s'agit ici pas d'une considération anodine, mais de la manifestation du respect envers soi-même et envers le personnel et les co-pensionnaires qui ont le droit absolu de travailler, voire de vivre dans un environnement sain, positif et propice. ».*

Contrairement aux affirmations en 2014, les mineurs rencontrés cette année par l'équipe de contrôle ont très largement affirmé vouloir prendre en charge personnellement le lavage de leurs vêtements.

La Direction du CSEE avait fait savoir en 2014 qu'elle allait essayer d'harmoniser les procédures sur les deux sites, mais dans le sens où le site de Schrassig allait également obtenir un service de lingerie professionnel pour lequel 0,5 ETP d'ouvrier aurait été demandé pour 2015 et devrait être accordé entretemps.

Dans un souci d'apprentissage à l'autonomie des jeunes, la Direction avait affirmé vouloir instaurer un atelier « apprentissage lingerie » incorporé dans le nouvel atelier « coiffure » à Dreiborn.

**La Médiateure constate que ces changements n'ont pas eu lieu, dans le sens où les filles s'occupent principalement elles-mêmes de leur linge, sauf quelques exceptions, et que les garçons profitent toujours d'une prise en charge professionnelle.**

**La Médiateure reste d'avis qu'il est primordial d'apprendre aux mineurs de s'occuper eux-mêmes de leur linge. Cette approche s'inscrit dans une démarche privilégiant la responsabilisation des mineurs, sujet que la Médiateure abordera encore plus en détail.**

**Elle recommande d'analyser les frais qui seraient engendrés par l'installation de machines à laver et de séchoirs sur les différents étages.**

**Ceci aurait comme avantage de répartir les besoins et de limiter les personnes ayant accès en même temps aux machines, ce qui pourra également réduire le risque de vols ou d'autres incidents évitables**

(10) La Médiateure voudrait encore aborder une autre grande différence quant au fonctionnement des deux sites qui cette fois-ci concerne le suivi médical, même si elle est consciente que les responsables du CSEE n'ont probablement qu'une influence limitée sur le sujet.

A Schrassig, les filles sont suivies par un médecin généraliste qui leur est attribué, de sorte qu'elles sont, sauf exception, toujours examinées et traitées par le même médecin.

A Dreiborn, il y a 4 médecins-généralistes qui assurent le suivi médical des mineurs placés. Le choix du médecin se fait en fonction du jour de la semaine où la consultation devient nécessaire. Les garçons ne sont donc pas toujours suivis par le même médecin, ce qui peut nuire à la qualité de leur prise en charge médicale.

**La Médiateure est d'avis que le système tel qu'il est instauré à Schrassig est davantage dans l'intérêt des mineurs et recommande aux responsables du CSEE d'examiner la faisabilité de l'instauration du même système à Dreiborn.**

(11) Depuis la dernière visite de l'équipe de contrôle, les responsables des deux sites ont fait des énormes efforts pour individualiser la prise en charge des mineurs. La volonté, déjà annoncée en 2014, d'élaborer un projet individuel pour chaque mineur n'a cependant pas encore pu être réalisée de manière générale.

Ceci serait notamment dû à plusieurs changements de personnel dans le service psycho-social, mais aussi au nombre important de mineurs placés à Dreiborn.

Il n'en reste pas moins qu'il est essayé de suivre cette approche individualisée lorsque c'est possible, notamment en matière disciplinaire.

L'équipe de contrôle a cependant remarqué que l'approche individualisée est mise en œuvre de manière plus conséquente à Schrassig que ce n'est le cas à Dreiborn. Si à Schrassig, tout est mis en œuvre pour prendre des décisions individualisées et en fonction des circonstances en matière disciplinaire, l'équipe de contrôle a dû remarquer qu'à Dreiborn, il arrive encore régulièrement que des sanctions soient décidées de manière standardisée. Ceci est

certainement dû, du moins en partie, au fait que Dreiborn a un plus grand nombre de mineurs à prendre en charge et que les capacités sont dépassées alors qu'à Schrassig, il y a un nombre de mineurs plus facilement gérable, ce qui permet de travailler de manière plus individualisée.

L'idée du projet individuel, tel que projeté par le SPS, est un concept qu'il convient de soutenir autant que possible et qui implique un échange d'informations et une collaboration étroite entre les membres du SPS, les répondants respectifs des mineurs et leurs régents de classe.

**La Médiateure est consciente du surplus en travail que comporte une individualisation de la prise en charge des mineurs. Elle est néanmoins d'avis que ce n'est que cette approche qui peut réellement provoquer un changement de comportement dans le chef des jeunes et les préparer de manière optimale à leur vie après leur placement au CSEE, pour les aider à retrouver le droit chemin ou à surmonter ou à gérer les mauvaises expériences qu'ils ont pu faire.**

**La Médiateure apprécie que le projet individuel des mineurs soit considéré comme une priorité et encourage les concernés à multiplier les efforts pour mettre en place, peu à peu, un projet individuel pour chaque mineur, en veillant à impliquer tous les acteurs du terrain qui sont en contact régulier avec le mineur en question. Il est important que l'ensemble du personnel puisse contribuer à la réalisation de ce projet et qu'il y ait un vrai échange entre les professionnels sur le suivi et l'évolution des mineurs.**

**Si, actuellement, une implication du SPS, du répondant et du régent de classe est prévue dans la mise en œuvre du projet individuel du mineur, la Médiateure recommande de prendre en compte également l'avis des responsables des ateliers qui travaillent régulièrement avec les mineurs et ceci dans un cadre particulier. Le répondant du mineur devrait, le cas échéant, solliciter des informations pertinentes auprès des éducateurs du groupe pour compléter son point de vue.**

**S'il s'avère qu'il existe un réel besoin de formation ou de supervision pour mener à bien le projet de la prise en charge individuelle. La Médiateure recommande aux autorités budgétaires de débloquer les fonds nécessaires pour permettre la participation à des formations ou pour mettre à disposition du personnel du CSEE une supervision externe.**

(12) Si l'on veut soutenir une approche beaucoup plus individualisée dans la prise en charge au CSEE, il est évident que les internats doivent être dotés de suffisamment de personnel pour pouvoir mener à bien ce projet qui demande un investissement plus conséquent.

Or, à l'heure actuelle, depuis les chiffres mis à disposition de la Médiateure, les deux internats du CSEE sont en sous-effectif. Conformément à l'article 14 du règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes et adultes et familles en détresse, les internats de Dreiborn et de Schrassig auraient droit à un surplus de 19 ETP en personnel socio-éducatif.

Le calcul conformément à cet article donne en effet droit à un total (arrondi) de 44 ETP pour l'internat de Dreiborn et de 33 ETP pour l'internat de Schrassig. Or, Dreiborn dispose d'un total de 30 ETP (arrondis) et Schrassig de 27 ETP (arrondis) d'éducateurs, éducateurs gradués, psychologues et infirmiers.

En respect des restrictions budgétaires imposées, il s'avère toujours que l'internat de Dreiborn devrait pouvoir bénéficier de 13 ETP supplémentaires et l'internat de Schrassig de 6 ETP.

Les internats de Schrassig et de Dreiborn prennent en charge plus de mineurs que leur capacité d'accueil ne le permet et le personnel du CSEE est chargé d'un travail d'une importance capitale, travail délicat et souvent difficile. La Médiateure estime qu'il est de ce fait inacceptable de laisser fonctionner le CSEE en sous-effectif.

**La Médiateure fait un appel urgent aux responsables politiques de débloquent les ressources financières nécessaires pour permettre au CSEE de procéder au recrutement du personnel nécessaire dans les meilleurs délais.**

Elle souligne qu'il ne s'agit pas d'un recrutement de confort, mais bien d'un recrutement qui permettrait de mettre l'institution en conformité avec les normes prévues par règlement grand-ducal. Elle précise pour le surplus que le règlement grand-ducal ne fait que déterminer les normes minimales d'agents d'encadrement. Au vu de la mission particulière du CSEE, destiné à prendre en charge une population hétérogène, à potentiel criminogène plus important que ce n'est probablement le cas dans d'autres structures de prise en charge, la Médiateure donne même à réfléchir s'il n'était pas indiqué de dépasser les normes minimales établies.

La Médiateure donne également à réfléchir si le CSEE ne devrait pas pouvoir bénéficier d'une exception par rapport au système général de la fonction publique en matière de recrutement.

Or, les candidats à la fonction publique disposés à accepter un poste au CSEE ne sont pas très nombreux et égard aux autres possibilités, moins contraignantes que le secteur public offre aux candidats.

Dès lors, la Médiateure est d'avis que le CSEE devrait pouvoir être toujours autorisé à recruter selon ses besoins et hors de la procédure de recrutement des fonctionnaires, des employés.

(13) Comme il a déjà été mentionné, l'équipe de contrôle a été informée que le profil de mineurs placés au CSEE a changé au cours des dernières années et qu'il arriverait de plus en plus souvent qu'il y ait des mineurs avec des profils psychopathologiques qui seraient placés au CSEE.

Il faut toutefois préciser que le personnel actuellement affecté au CSEE ne dispose pas nécessairement d'une formation spécialisée pour une pareille prise en charge.

Afin d'épauler au mieux le personnel socio-éducatif des deux internats, la Médiateure estime que la mise en place d'une consultance, voire d'une supervision de cas systématique pour ces mineurs par un pédopsychiatre serait d'une grande utilité. Il est évident qu'un soutien professionnel pourrait rassurer le personnel du CSEE et les aider à mieux confronter les situations de conflit qui peuvent se présenter avec ces jeunes. Un échange avec un professionnel du domaine peut sensiblement contribuer à une prise en charge plus sereine des mineurs à profil psychopathologique et ainsi créer une atmosphère de travail plus agréable, profitable à tous.

**La Médiateure recommande aux responsables du CSEE de déterminer avec autant de précision que possible les besoins réels en la matière et aux responsables politiques de débloquent les ressources budgétaires nécessaires pour permettre une pareille collaboration avec un pédopsychiatre.**



(14) Dans le contexte du projet individuel, l'équipe de contrôle a été informée que l'outil informatique, déjà évoqué en 2014, serait fonctionnel, mais qu'il n'est actuellement pas encore utilisé, à cause notamment des renouvellements de l'équipe du SPS.

**La Médiateure encourage le personnel à commencer l'utilisation de cet outil qui permettra un échange plus facile entre les différents acteurs.**

(15) L'équipe de contrôle a été informée que le système disciplinaire est de plus en plus individualisé. S'il existe certains faits, comme les agressions physiques, qui sont généralement sanctionnées de la même manière pour tous les mineurs, d'autres faits, notamment la fugue, sont analysés au cas par cas et la mesure disciplinaire est décidée en fonction des circonstances.

**La Médiateure apprécie cette approche.**

(16) Toutefois, l'équipe de contrôle a reçu à plusieurs reprises des échos suivant lesquels les mesures disciplinaires ne seraient pas suffisamment expliquées aux mineurs, de sorte qu'il existe un certain manque de transparence, qui est évidemment à l'origine d'un sentiment d'arbitraire dans le chef des mineurs.

Il en est de même des notes attribués au cours de la semaine, pouvant mener à la privation de la sortie de fin de semaine.

Ainsi, il arrive que les jeunes affirment « *Mir probéieren erauszefannen, wat mer falsch gemat hun* ». La Médiateure est d'avis que cette situation est contreproductive et anéantit les aspects positifs d'une approche plus individualisée.

Si des explications sont données aux mineurs quant aux décisions prises en la matière, les entretiens menés ont dégagé sans aucun doute que ces informations sont perçues comme insuffisantes par les mineurs pour qu'ils puissent accepter et comprendre intégralement les suites de leur comportement, ce qui est évidemment nécessaire si l'on souhaite provoquer une amélioration, voire un changement de comportement.

Les mineurs doivent en outre connaître les éléments qui ont été pris en compte pour déterminer la sanction, premièrement pour comprendre et accepter eux-mêmes la sanction, mais deuxièmement aussi pour pouvoir, le cas échéant, l'expliquer aux autres qui pourraient trouver la sanction injuste par rapport à une décision qui aurait été prise à leur égard.

**La Médiateure souligne qu'une approche individualisée nécessite un plus grand soin en ce qui concerne les explications données pour prévenir tout sentiment d'injustice ou d'arbitraire chez les jeunes.**

**Une approche plus transparente est indispensable si l'on veut maintenir tous les apports bénéfiques qu'une approche individualisée apporte.**

(17) Dans les derniers rapports, la Médiateure avait critiqué le déroulement des réunions à points.

**La Médiateure apprécie que les réunions à points collectives ont été arrêtées et qu'il est désormais procédé à des réunions par petits groupes où les décisions sont communiquées et expliquées à chaque mineur séparément, même s'il semble encore exister des petites failles à cet égard, comme il vient d'être abordé.**

(18) La Médiateure souhaite toutefois faire part de ses réserves quant au principe de priver les mineurs de leurs contacts avec la famille suite à un mauvais comportement au cours de la semaine au CSEE.

Une réintégration familiale réussie devrait, sauf de très rares cas d'exception, être l'objectif premier du travail réalisé au CSEE et les contacts et les bonnes relations avec la famille pendant la période du placement au CSEE sont la condition *sine qua non* pour la réussite d'un retour en milieu familial après le séjour au CSEE.

**La Médiateure donne dès lors à considérer que le retrait des sorties lors des fins de semaine en milieu familial représente certes une sanction conséquente pour le jeune, susceptible d'influencer son comportement au sein du CSEE, mais constitue également un éloignement de l'objectif premier de son placement.**

**La Médiateure est d'avis que la mise en œuvre du projet individuel devrait permettre d'identifier d'autres priorités chez le jeune qui pourraient servir comme élément de motivation pour afficher un bon comportement durant la semaine au CSEE. Lorsque ce projet individuel sera mis en œuvre de manière plus conséquente, la Médiateure recommande de ne plus sanctionner systématiquement le mauvais comportement au CSEE par le retrait du retour en famille lors des fins de semaine, alors qu'il convient de soutenir autant que possible le contact du mineur avec sa famille, à chaque fois qu'un retour définitif en milieu familial est envisagé après le séjour au CSEE.**

(19) Dans le même ordre d'idée, la Médiateure réitère qu'elle le trouverait utile d'impliquer les jeunes davantage dans l'entretien du site, que ce soit en tant qu'activité ordinaire ou, le cas échéant, également en tant que mesure disciplinaire à caractère réparateur.

Depuis sa dernière visite, l'équipe de contrôle a pu constater que le service technique à Dreiborn s'est beaucoup développé et que désormais la totalité des travaux d'entretien est réalisée par ce service. Ceci contribue inévitablement à une déresponsabilisation des mineurs et à une insouciance en ce qui concerne l'entretien et l'hygiène des infrastructures et du site en général.

La Médiateure est convaincue qu'une participation active des mineurs dans les petits travaux d'entretien, à l'intérieur et sur le site extérieur de l'internat, que ce soit notamment des petits travaux de peinture, le remplacement des ampoules ou l'entretien des alentours ne présente que des avantages. Le travail réalisé sera mieux respecté, le résultat valorise les mineurs et ils développent différentes compétences qui peuvent leur être utiles dans leur vie après leur séjour au CSEE.

Ceci s'inscrit dans la même logique que l'exercice des « offices », tel qu'appliqué au CSEE de Schragg. Egalement cette pratique peut représenter un apprentissage et contribuer au maintien de l'hygiène et au bon état des infrastructures.

Il est évident que ces charges pourraient être installées de manière systématique, alors qu'elles font partie de la vie quotidienne de chacun, mais que certaines tâches pourraient également être imposées en guise de sanction.

**La Médiateure recommande d'impliquer les mineurs de manière générale dans les travaux d'entretien du site et, le cas échéant, de privilégier des sanctions « d'intérêt**

**général » à celle de la suppression des sorties, donc la suppression de contacts avec la famille.**

(20) En ce qui concerne la sanction du placement en section fermée, même si elle semble être appliquée moins souvent, l'équipe de contrôle a reçu des réclamations préoccupantes quant au respect du droit d'accès à l'air libre pendant au moins une heure par jour.

**La Médiateure insiste que ce droit doit être respecté, sauf refus, documenté, de la part du mineur.**

(21) Sur les deux sites, l'équipe de contrôle a reçu des informations non-satisfaisantes en ce qui concerne les modalités des fouilles et plus particulièrement des fouilles dites « intégrales », conformément au vocabulaire décrit dans le rapport de suivi de 2014.

La Médiateure réitère ses propos de 2014 :

*« Par fouille intégrale, il y a lieu d'entendre la procédure décrite à l'avant-projet de règlement grand-ducal, article 14(3), avec la précision que le pensionnaire ne peut en aucun être touché par les agents procédant à la fouille cas lorsqu'il se trouve à nu, même s'il refuse de coopérer à la mesure. En pareil cas, les agents devraient avertir le pensionnaire qu'ils peuvent le soumettre à une fouille simple, même en ayant recours à la force proportionnée et réduite au strict nécessaire pour exécuter cette fouille et que son refus pourra entraîner une sanction disciplinaire. En aucun cas, il ne saurait être toléré que l'agent préposé à la fouille touche aux parties intimes d'un pensionnaire, ou lui ouvre la bouche par force pour effectuer un contrôle visuel externe de la cavité buccale.*

*En tout état de cause, la Médiateure recommande avec insistance que les normes les plus nouvelles du CPT en matière de fouille intégrale soient mises en œuvre. La procédure préconisée par le CPT est novatrice alors qu'elle recommande un déshabillage en deux temps. Le pensionnaire est d'abord invité à se mettre torse nu afin de pouvoir permettre les contrôles qui s'imposent. Après avoir pu se rhabiller, il devra mettre à nu la partie inférieure de son corps aux mêmes fins. Cette manière de procéder est de nature à éviter en tout temps que le détenu se trouve complètement à nu devant les agents préposés au contrôle. »*

Suivant les informations obtenues par l'équipe de contrôle, les fouilles ne seraient pas toujours réalisées en deux temps.

**La Médiateure recommande de mettre en œuvre cette pratique et de réaliser les fouilles systématiquement en deux temps, conformément aux recommandations du CPT.**

**Elle recommande pour le surplus d'accorder une attention particulière au choix des personnes appelées à réaliser la fouille. Dans toute la mesure du possible, il est à éviter que les personnes de confiance principales du mineur soient appelées à participer à la fouille, pour des raisons évidentes de préservation du lien de confiance.**

**La Médiateure rappelle en outre sa recommandation formulée en 2014 :**

*« La Médiateure suggère instamment que les fouilles corporelles soient confiées exclusivement au personnel de garde de l'unité de sécurité dès que ce personnel sera disponible et opérationnel. A partir de ce moment, la Médiateure*

***ne saurait plus accepter qu'une fouille corporelle soit effectuée, sur le site de Dreiborn, par un autre membre du personnel du CSEE. »***

(22) La Médiateure constate que deux autres problèmes, déjà traités dans les rapports précédents n'ont toujours pas trouvé de solution.

Ainsi, les médicaments sont toujours distribués par le personnel socio-éducatif et non par les infirmiers.

En 2014, suite à une augmentation en personnel du service d'infirmerie, la Médiateure avait précisé :

***« La Médiateure insiste que la distribution des médicaments se fasse dorénavant exclusivement par le personnel infirmier, sauf aux moments de la semaine où aucun infirmier n'est présent sur le site. »***

*(XX) Le contrôle de la prise effective de certains médicaments peut être d'une importance majeure selon la pathologie dont souffre le patient. Il a été constaté que la prise effective des médicaments prescrits n'est pas toujours surveillée.*

***La Médiateure suggère dès lors que le personnel socio-éducatif, et dans la mesure du possible, le personnel infirmier s'assure de la prise effective des médicaments prescrits. »***

Suivant les informations recueillies, il serait nécessaire d'assurer le fonctionnement du service infirmier entre 6h00 et 22h00 pour pouvoir donner suite aux recommandations de la Médiateure. Or, à l'heure actuelle, et suite à l'augmentation en effectif, le service fonctionne entre 7h00 et 18h00 à Dreiborn et entre 8h00 et 16h00 à Schrassig.

La Médiateure se pose toutefois la question en quoi une présence infirmière entre 8h00 et 16h00 à Schrassig s'avère nécessaire, alors que les mineurs ne sont que très exceptionnellement sur le site pendant ces heures.

La Médiateure recommande d'analyser si une modification des heures de fonctionnement de l'infirmerie peut être réalisée, en tenant compte des besoins réels sur le terrain et qui permettrait d'assurer le fonctionnement du service pendant les heures de distribution des médicaments et ainsi garantir le respect du secret médical et garantir le contrôle de la prise effective des médicaments.

Dans cette analyse, il devrait également être examiné si un changement peut en ce qui concerne les consultations médicales peut se montrer utile. Selon les informations obtenues, le personnel infirmier accompagne les mineurs chez les médecins-spécialistes, tandis que les éducateurs accompagnent les mineurs pour des consultations de contrôle.

**La Médiateure a longuement réfléchi à cette procédure, tenant en compte les besoins en personnel, les intérêts du mineur en ce qui concerne ses soins de santé et son droit au respect du secret médical.**

**Elle est venue à la conclusion qu'il serait intéressant d'évaluer au cas par cas si un accompagnement du mineur, lors de la consultation, est indispensable pour garantir que le personnel infirmier obtienne par la suite les informations nécessaires à la prise en charge.**

**A son avis, il n'est pas toujours nécessaire de faire accompagner le jeune durant sa consultation et soutient que le mineur devrait être capable de transmettre, le cas échéant, l'ordonnance établie par le médecin à l'infirmier à son retour au CSEE. Les jeunes seraient alors seulement conduits par un membre du personnel à la consultation et ramenés par la suite à l'internat.**

**Il serait également indiqué d'analyser s'il y a la possibilité d'accorder, au cas par cas, des sorties autorisées aux jeunes qui pourraient alors se rendre, sans aucun accompagnement, à ces rendez-vous médicaux.**

**Si un changement est envisageable à ce niveau, cela permettrait de profiter plus utilement de la présence du personnel infirmier sur les deux sites et de procéder à une réorganisation du fonctionnement du service de l'infirmier, permettant notamment la distribution des médicaments par les infirmiers.**

**Les recommandations formulées en 2014 quant à la distribution des médicaments sont maintenues.**

(23) L'équipe de contrôle a été informée d'un problème qui semble être un cas unique, mais pour lequel elle souhaite, à titre préventif, formuler une recommandation générale.

Un mineur a rapporté à l'équipe de contrôle qu'il aurait obtenu une ordonnance médicale pour 5 médicaments différents, prescrits par un médecin externe, et qu'à son retour de la consultation médicale, l'infirmier ne lui aurait donné que 3 des 5 médicaments prescrits.

**La Médiateure souligne qu'il ne serait pas acceptable qu'une infirmière modifie de sa propre initiative une prescription médicale. Elle recommande de rappeler au personnel infirmier de respecter en tout état de cause les ordonnances établies par les médecins et d'administrer le traitement prescrit aux mineurs sans délai.**

(24) L'équipe de contrôle a pu constater que dans certains ateliers, notamment la menuiserie ou *Werkstatt*, les mineurs travaillent avec des ustensiles respectivement des machines dont le maniement comprend un risque réel de blessures graves.

Si la situation est gérée différemment dans les différents ateliers, la Médiateure estime que ce risque est encore augmenté lorsque les mineurs qui manipulent ces machines ont consommé du TCH avant de participer aux activités de l'atelier.

Lorsque la situation peut être gérée sans difficultés et que le mineur accepte de se retirer des activités, la Médiateure apprécie que ces situations puissent être gérées de manière non formelle.

Néanmoins, lorsque le mineur conteste qu'il est sous l'influence de stupéfiants, la Médiateure estime qu'il est primordial, en cas de doutes, de pouvoir réaliser un test de dépistage. Si le personnel infirmier devait à ce moment-là ne pas être disponible pour réaliser un pareil test, ce droit devrait être accordé, pour ces situations précises, au personnel affecté à l'atelier en question.

**La Médiateure souligne que des situations à risque peuvent se présenter lorsqu'un mineur ayant consommé des stupéfiants participe aux activités de l'atelier en manipulant des machines. Dès lors et dans un souci de prévention, elle propose que le**

**recours à des tests de dépistage doit être possible sans délai et avant que le mineur ne commence le travail en cas de doute de la part du responsable de l'atelier.**

(25) Tout comme les autres années, l'équipe de contrôle a reçu de nombreuses réclamations quant à la participation aux activités proposées. Les jeunes se plaignent majoritairement qu'il n'y ait pas assez d'activités et que ce soient souvent les mêmes mineurs qui pourraient y participer.

Le système actuel prévoit qu'il y ait des jours fixes auxquels des activités sont organisées pour un groupe. Or, d'après les dires des mineurs, il arriverait souvent que ces jours-là, des éducateurs soient absents, de sorte que l'activité prévue ne puisse pas avoir lieu.

Ce problème semble être plus important à Dreiborn qu'à Schrassig.

**La Médiateure n'est pas en mesure de vérifier les dires des mineurs quant à l'augmentation d'absences aux jours d'activités, mais elle encourage les responsables du CSEE à tout mettre en œuvre pour que les mineurs puissent participer au moins une fois toutes les deux semaines à des activités.**

(26) Un problème qui a été rapporté à plusieurs reprises à l'équipe de contrôle concerne les repas d'un côté pour les mineurs fréquentant une école externe et d'un autre côté les mineurs réalisant un stage. Les réclamations ont été portées à la connaissance de l'équipe de contrôle par des mineurs de Dreiborn, mais comme le problème est susceptible de se poser également à Schrassig, la Médiateure a décidé d'aborder la problématique dans cette section, même si aucune fille n'en a fait état au moment des entretiens.

Selon les dires des mineurs rencontrés, il serait arrivé que des mineurs fréquentant une école externe n'aient pas eu de l'argent sur leur carte de la cantine scolaire, les privant de la possibilité d'y manger, alors que cette carte constitue le seul moyen de paiement accepté.

Lorsque le mineur aurait porté ce problème à la connaissance du personnel du CSEE, il lui aurait été répondu qu'il n'aurait qu'à se débrouiller.

La Médiateure ne peut ni infirmer, ni confirmer les dires de ce jeune. En tout état de cause, si ses dires correspondaient à la vérité ceci serait totalement inacceptable.

La Médiateure soutient l'idée que les mineurs doivent devenir autonomes et que le fait de participer activement à la gestion de leurs moyens de paiement pourrait être une étape dans ce processus de responsabilisation. Néanmoins, elle est d'avis qu'il y a de nombreux autres domaines dans lesquels l'autonomie des mineurs pourrait être encouragée sur le site, sans qu'une défaillance n'entraîne des conséquences importantes.

**La Médiateure recommande au personnel de porter une attention particulière à cette problématique et de se rassurer régulièrement auprès du jeune que le solde sur sa carte de cantine soit positif.**

(27) Dans la même optique, l'équipe de contrôle a été informée que les jeunes faisant un stage n'obtiendraient pas de repas chaud à midi, mais qu'ils pourraient emmener des tartines. Les jeunes ont exprimé leur souhait de pouvoir obtenir un repas qu'ils pourraient réchauffer.

**La Médiateure comprend le souhait des jeunes, notamment parce qu'ils mangent généralement déjà des tartines tous les soirs. Elle recommande d'en analyser la faisabilité et d'y réserver des suites favorables aussi souvent que possible.**

(28) L'équipe de contrôle a constaté qu'il n'y a pas eu beaucoup de changements quant à la diversité et la quantité disponible des repas du soir.

Il s'agit généralement de pain avec charcuterie et/ou fromage en tranches et chocolat à tartiner et confiture. Une salade ou des légumes sont généralement également proposés.

Néanmoins, l'équipe de contrôle a été informée que les salades ou légumes sont souvent préparés avec de la mayonnaise ou une sauce lourde.

A Schrassig, il semblerait qu'il existe plus de variation dans les compositions des repas du soir, alors que la cuisine donnerait suite à des demandes spéciales de la part du personnel.

La Médiateure reconnaît qu'il est difficile de proposer des repas qui conviennent unanimement à un si grand nombre de personnes, mais elle estime que certains efforts peuvent encore être faits en ce qui concerne les repas du soir.

**La Médiateure réitère toutefois ses recommandations formulées en 2014 :**

*« En général, les mineurs se plaignent de l'absence de choix véritable et donc de la répétitivité des plats servis. Si le menu mentionne bel et bien que par exemple, les fromages servis varient chaque jour, il ne faut pas oublier qu'il s'agit souvent de fromages de type industriel, peu nuancés dans leur goût et à apparence similaire. Ces fromages sont en plus coupés en tranches à midi et mis sous film alimentaire en attendant le repas du soir.*

*Il en est de même en ce qui concerne le choix des salaisons.*

*L'équipe de contrôle a également été informée par certains membres du personnel socio-éducatif que les quantités proposées aux dîners n'étaient pas toujours suffisantes.*

*Pour des raisons tenant à l'hygiène alimentaire et partant au respect des normes HACCP, il est interdit au personnel éducatif d'aller en cuisine pour découper du fromage ou des salaisons supplémentaires en cas de besoin.*

***Vu que tous les aliments pour les repas du soir sont stockés dans des réfrigérateurs à l'extérieur de la cuisine, la Médiateure s'interroge s'il n'était pas possible de prévoir dans les mêmes réfrigérateurs une petite réserve en aliments non-découpés. En cas de besoin avéré, le personnel socio-éducatif pourrait y avoir recours pour suppléer à un manque éventuel. Ceci nécessiterait qu'une machine à découper soit installée à l'extérieur de la cuisine. Pour des raisons de sécurité et d'hygiène, l'utilisation de cette machine devrait être strictement réservée au personnel socio-éducatif.***

*L'équipe de contrôle a pu constater que certains jeunes qui participent aux cours de boulangerie-pâtisserie au site de Schrassig ramènent occasionnellement à Dreiborn des aliments qu'ils ont préparés pendant ces cours afin d'agrémenter le dîner, sous*

*réserve que ces aliments préparés pendant les cours soient mis à disposition de l'ensemble du groupe qui prend son dîner en commun.*

*Elle a pour effet de varier quelque peu le quotidien des pensionnaires, mais elle peut également générer des effets très positifs tant dans le chef du pensionnaire qui a produit le plat qu'au niveau de la dynamique de groupe.*

***A cet effet, la Médiateure salue également la distribution régulière de viennoiseries préparées par le même atelier. Elle suggère d'encourager ces travaux de sorte à ce que cette activité, tout en poursuivant un but socio-éducatif important, augmente la variation de l'offre alimentaire. »***

(29) Comme déjà évoqué à plusieurs reprises, la Médiateure soutient l'idée qu'il faut aider les jeunes autant que possible à devenir responsables et autonomes. Elle est néanmoins d'avis qu'il s'agit d'un processus dans lequel les mineurs doivent dans un premier temps être aidés et soutenus.

Plusieurs mineurs ont fait état de difficultés rencontrées pour trouver un travail, voire une formation. Ceci peut être lié premièrement à des considérations liées aux démarches à réaliser, quelles sont les possibilités d'emploi, où chercher, comment prendre contact avec un employeur potentiel, comment faire pour fixer un rendez-vous pour un entretien, etc., mais ensuite, dans une deuxième phase également des considérations pratiques, notamment liées au transport pour se présenter aux entretiens fixés.

Plusieurs jeunes ont regretté de ne pas obtenir suffisamment de soutien dans ces démarches et un mineur a même affirmé qu'il n'a pas pu se présenter à un entretien avec un employeur potentiel parce que la personne qui aurait été en charge de le conduire à l'entretien aurait eu un empêchement.

Il s'agit de nouveau d'une problématique pour laquelle il n'est pas possible à l'équipe de contrôle de vérifier les dires des mineurs ou d'évaluer l'envergure du problème.

La Médiateure souligne cependant que les démarches liées à une formation des mineurs, voire à la recherche d'un emploi sont capitales et que l'insertion professionnelle des mineurs constitue un premier pas vers une socialisation réussie après le séjour au CSEE. Dès lors ce domaine doit recevoir une attention toute particulière pour éviter qu'un mineur ne puisse pas se présenter à un entretien d'embauche à cause de problèmes organisationnels du CSEE.

**La Médiateure encourage le personnel du CSEE à soutenir les mineurs dans les démarches nécessaires en la matière. Si besoin en était, elle précise que « soutenir les mineurs » ne décharge évidemment pas ces derniers de leur implication et engagement personnels.**

**Si la Médiateure est consciente des difficultés organisationnelles qui peuvent se présenter au CSEE liées notamment au manque de personnel, elle recommande néanmoins de veiller à ce que tous les engagements du mineur en vue de trouver un emploi ou une formation puissent être tenus et de faire preuve de la flexibilité requise en ce qui concerne les transports à réaliser. Dans cet objectif, une bonne communication entre le mineur et les membres du personnel concernés est indispensable et les charges et responsabilités qui reviennent aux différentes personnes doivent être clarifiées à l'avance.**



(30) Lors des différents entretiens menés avec les mineurs, l'équipe de contrôle a pu se rendre compte que les mineurs ont des lacunes très importantes en ce qui concerne les moyens de contraception et la prévention de maladies sexuellement transmissibles.

Les cours de biologie dispensés à l'école, censés aborder ces thématiques, ainsi que des explications ponctuelles données par le personnel infirmier, semblent être largement insuffisantes et il est reconnu que les explications n'ont pas, voire très peu d'effets sur les jeunes.

Il a néanmoins été rapporté à l'équipe de contrôle qu'il y a eu un échange avec le *planning familial* qui avait organisé une séance d'information au CSEE. D'après différents échos, il semblerait que cette intervention ait connu un franc succès auprès des jeunes.

**La Médiateure est d'avis qu'une pareille intervention d'un tiers pour réaliser un travail d'éducation sexuelle et affective, donnant aux jeunes les informations pertinentes sur les moyens de contraception, les infections sexuellement transmissibles, les règles, la sexualité peut être d'une grande utilité. Elle recommande d'analyser la faisabilité d'une collaboration plus régulière avec les services du *planning familial* ou avec un service similaire.**

(31) Plusieurs mineurs ont rapporté ne pas avoir rencontré le juge de la jeunesse, ni avant la mesure de placement, ni pendant le placement, jusqu'au jour des entretiens menés.

Parmi eux, il y a un mineur qui a affirmé être au CSEE depuis 1 an, sans qu'il n'ait rencontré le juge de la jeunesse compétent.

**La Médiateure est d'avis qu'une pareille situation est le signe d'un dysfonctionnement important dans le système de protection de la jeunesse actuellement impliqué. Elle reviendra sur cette problématique dans le chapitre dédié au projet de loi 5351.**

#### b. Constats CSEE Dreiborn

(32) Les infrastructures de l'internat de Dreiborn constituent sans aucun doute un des problèmes principaux de l'institution. Les mineurs sont en partie obligés de séjourner à deux ou trois dans des chambres qui, à cause de leur taille réduite, ne laissent aucune place à l'intimité, pourtant importante dans le développement des jeunes adolescents.

La taille des chambres varie d'un groupe à l'autre. Certains mineurs sont obligés de se partager à trois une chambre qui fait 5 x 3,5m, soit 17,5 m<sup>2</sup>. L'espace au sol disponible par mineur est donc de 5,83 m<sup>2</sup>.

Au Luxembourg, il n'existe aucune norme qui fixe une norme minimale qui doit être respectée pour la taille des chambres mises à disposition des mineurs. En France, notamment l'article 12 de l'arrêté du 7 juillet 1957 relatif aux conditions d'installation et de fonctionnement des établissements recevant des mineurs bénéficiaires du chapitre IV du titre III du code de la famille et de l'aide sociale fixe une taille minimale de 5 m<sup>2</sup> par mineur dans une chambre de 3 personnes. Les chambres de l'internat de Dreiborn respectent donc ce critère, de sorte que l'on puisse soutenir que des normes minimales sont garanties, mais la Médiateure est d'avis que les infrastructures et le manque d'intimité pour une période prolongée pour des

adolescents sont des facteurs contreproductifs et dangereux pour le développement des adolescents déjà en difficultés et qu'il faudrait tout mettre en œuvre pour y remédier.

**La Médiateure réitère dès lors ses propos tenus à la partie des constats généraux, visant la réorganisation totale de la prise en charge pour mineurs en difficultés. p. 4 et ss.**

(33) A ce constat s'ajoute que les chambres ne sont pas dotées de toilettes.

Pour des raisons de sécurité interne, les responsables du CSEE ont décidé de fermer les chambres des mineurs pendant la nuit. Si les mineurs veulent en sortir pendant la nuit, pour aller aux toilettes, ils sont ainsi forcés d'actionner un bouton d'alarme dans leur chambre pour pouvoir communiquer avec l'éducateur de nuit. Celui-ci est alors obligé de venir ouvrir la porte de la chambre.

Selon les dires unanimes des mineurs rencontrés, il arriverait très régulièrement que les appels ne soient pas suivis d'effets ou seulement longtemps après la demande. De ce fait, il arriverait que des mineurs fassent ou bien leurs besoins dans le lavabo, pour les chambres qui disposent d'un lavabo, ou alors dans une bouteille en plastique, ou alors, dans un cas rapporté par les jeunes, à travers la fenêtre.

La Médiateure ne nie pas qu'il puisse y avoir une partie provocante dans le comportement des mineurs et que des mineurs puissent être amenés à sonner l'alarme peu après la fermeture, voire sans réelle raison. Elle est toutefois d'avis que le fait que les jeunes soient obligés de faire leurs besoins dans une bouteille en plastique est totalement inacceptable et que la disposition et l'équipement des lieux étant pour l'instant ce qu'ils sont, il incombe au personnel travaillant pendant la nuit de donner suite aux appels des mineurs.

**La Médiateure recommande à la Direction du CSEE de rappeler ce principe aux membres du personnel.**

**Il semblerait également que la sonnette au bureau des éducateurs ne sonnerait que pour le premier alarme et qu'elle resterait silencieuse pour les alarmes suivantes si elle n'est pas réamorcée.**

**L'équipe de contrôle ignore si ces dires correspondent à la réalité technique des infrastructures. Si tel était le cas, la Médiateure devrait enjoindre aux responsables de procéder sans délai à une modification des installations dans le sens que chaque alarme donné impliquerait automatiquement et en toutes circonstances le déclenchement de la sonnette.**

**Une autre solution, nettement plus facile serait que l'éducateur de service réamorce d'office l'alarme après chaque sonnerie.**

(34) Plusieurs mineurs ont fait savoir à l'équipe de contrôle qu'il arriverait que le réfectoire soit fermé à clé pendant le repas.

La Médiateure est d'avis qu'il s'agit d'une mesure dépassant les besoins sécuritaires qui sont de mise et qui crée une atmosphère plus restrictive que nécessaire.

**Elle pourrait tolérer qu'une pareille démarche soit adoptée en cas de besoin exceptionnel, motivé par le risque réel de fugue de plusieurs mineurs, mais insiste sur le caractère exceptionnel de la mesure.**

(35) Certains mineurs rencontrés ont exprimé leur mécontentement quant à l'heure du coucher, fixée à 21h30. Il faut ajouter que les visites sur place ont eu lieu pendant la transmission de la coupe de l'Europe en football et que le fait de devoir se coucher à 21h30 ne leur permettait pas de regarder les matchs transmis en soirée.

L'équipe de contrôle avait néanmoins été informée que certaines exceptions à cet égard avaient été faites à l'internat de Schrassig, ce qui, bien que la Médiateure apprécie cette flexibilité dont a fait preuve la Direction de Schrassig, a davantage contribué à la frustration des garçons à Dreiborn.

**La Médiateure est d'avis que l'heure du coucher fixée à 21h30 peut être un peu tôt, notamment pour le groupe des adolescents âgés entre 16 et 18 ans, et propose de réévaluer la situation en faisant preuve de flexibilité, surtout lorsqu'il y a des événements tels que notamment des manifestations sportives d'envergure qui intéressent tous les adolescents de cet âge.**

(36) L'équipe de contrôle a remarqué que les chambres de la section fermée étaient équipées d'un bloc surélevé faisant fonction de lit. Elle est d'avis que surtout les coins de cette construction peuvent présenter un risque de blessure, surtout s'il y a un mineur quelque peu agité qui y est placé.

**Elle recommande aux responsables du CSEE d'évaluer le risque en fonction de l'état d'agitation habituel des mineurs placés en section fermée et d'analyser si un dispositif permettant d'arrondir les coins peut y être fixé. Cette solution pourrait le cas échéant être réalisée avec l'aide de l'atelier de menuiserie du CSEE.**

(37) Si les infrastructures de Dreiborn donnent lieu à de nombreuses critiques, l'équipe de contrôle souhaite soulever positivement le réaménagement des locaux où ont lieu les activités de la « *Werkstatt* ». Les ateliers disposent de tout équipement nécessaire à la réalisation des projets et l'équipe de contrôle félicite les responsables de l'atelier et les mineurs pour les créations très réussies de *3born Art*.

**La Médiateure salue l'importance qui est accordée à cet atelier très apprécié des mineurs.**

(38) Les relations entre les membres du personnel et les pensionnaires sont d'une grande importance dans la prise en charge des mineurs. L'équipe de contrôle avait déjà lors des autres missions de contrôle constaté que les situations de confrontations verbales n'étaient pas rares et que les mineurs manquaient souvent de respect aux éducateurs.

Néanmoins, elle avait également pu observer des réactions non adaptées de la part des éducateurs qui, au lieu de réagir avec fermeté, mais sérénité, se sont laissés emporter par l'attitude provocante des mineurs.

Cette année, elle n'a pas été témoin de situations délicates entre les éducateurs et les mineurs, mais plusieurs mineurs ont raconté à l'équipe de contrôle que les éducateurs utilisaient souvent l'UNISEC comme moyen de pression, voire comme « menace » à l'égard des

mineurs. Plusieurs mineurs ont affirmé qu'il arrivait régulièrement que des éducateurs leur disent qu'ils ne réussissent et ne réussiront pas leur vie et qu'ils allaient bientôt finir « dans la prison à côté », en désignant l'UNISEC.

**La Médiateure est d'avis que de pareilles mises sous pression, voire des affirmations ressenties comme menaces par les mineurs anéantissent tout travail constructif et toute relation de confiance. Des affirmations telles que rapportées par les mineurs disant qu'ils ne réussiraient jamais leur vie se passent de tout commentaire. La Médiateure recommande à la Direction de sensibiliser le personnel quant à la nécessité de soutenir et motiver les mineurs encourage les membres du personnel à faire preuve d'une attitude professionnelle et calme envers les mineurs, même en cas de provocation.**

(39) La Médiateure voudrait aborder une autre problématique qui s'éloigne partiellement de la mission première du contrôle réalisé par le service du contrôle externe des lieux privatifs de liberté, mais qui semble créer un malaise important sur le site de Dreibern entre les éducateurs et la Direction.

La Médiateure défend l'opinion que les conditions et l'atmosphère de travail ont des répercussions indéniables sur la motivation du personnel et de ce fait sur la qualité du travail fourni. Ce n'est que lorsque le personnel apprécie ses conditions de travail que les mineurs pourront être pris en charge d'une manière optimale.

Ainsi, elle est préoccupée lorsqu'elle ressent une certaine frustration et démotivation dans le chef des membres du personnel. Une des raisons à ce constat semble résider dans le fait que certains éducateurs auraient développé des projets à réaliser avec les jeunes et que la Direction n'y aurait pas réservé de suites, malgré plusieurs rappels.

Aussi bien dans le chef des mineurs que dans celui des membres du personnel, l'équipe de contrôle a pu ressentir le souhait et le besoin d'être réconfortés et motivés davantage par les membres de la Direction qui semble être, aux yeux d'une part du personnel et aux yeux des mineurs, pas assez présente sur le site et dans la vie au quotidien.

**La Médiateure félicite la Direction du CSEE des progrès indéniables qui se font ressentir sur les deux sites au cours des dernières années souligne également l'importance d'une réelle présence de la part de la Direction et de son implication dans la vie quotidienne de l'internat, d'autant plus importante alors que les mineurs et le personnel semblent avoir besoin d'une valorisation de leurs prestations, de la part de la Direction, pour retrouver la motivation nécessaire.**

La Médiateure n'est pas en mesure de vérifier si des projets développés par les éducateurs sont effectivement restés sans réponse, mais elle estime que de pareilles initiatives devraient toujours trouver une attention particulière et être analysés quant à leur faisabilité et leur intérêt. Si un projet devait être refusé par la Direction, les motifs à la base de ce refus devraient toujours être précisés et motivés à la personne ayant introduit la demande.

### c. Constats CSEE Schrassig

(40) Au moment de la dernière visite de l'équipe de contrôle en 2014, un changement dans le comité de direction du CSEE venait d'avoir lieu, Mme Praus est devenue responsable d'unité de l'internat à Schrassig.

Plusieurs changements au niveau de l'organisation de l'internat ont eu lieu, notamment la répartition des mineures en trois groupes de vie, à l'instar du fonctionnement à Dreiborn.

Comme à Dreiborn, l'approche est devenue plus individualisée, ce qui se ressent également dans les mesures disciplinaires. Ainsi, l'équipe de contrôle a été informée que les sanctions par retrait de récompenses antérieurement accordées étaient privilégiées, ce qui entraîne également que les sanctions d'enfermement en section fermée sont en baisse.

**La Médiateure apprécie cette manière de procéder. A côté des sanctions, elle encourage les responsables à appliquer autant que possible les principes du renforcement positif.**

(41) Dans les derniers rapports, la Médiateure avait recommandé de se mettre en conformité avec les recommandations du CPT datant de 1997 et de 2003 en équipant toutes les chambres des sections fermées d'une table et d'une chaise, fixées au sol pour des raisons de sécurité. Même si le recours à la section fermée est devenu plus rare, ceci n'a cependant pas empêché les responsables à donner suite aux recommandations formulées.

Il ne s'agit cependant pas de mobiliers fixés au sol, tel que préconisé par la Médiateure et le CPT, mais de mobiliers ordinaires qui sont mis à disposition ou enlevés aux mineurs en fonction de leur état d'agitation et le risque d'auto- ou hétéro-agression au moment de la mise en section fermée.

**La Médiateure estime qu'il s'agit d'une solution acceptable et satisfaisante, même si elle ne rejoint pas entièrement les recommandations formulées.**

(42) L'équipe de contrôle a été informée que la section fermée de Schrassig était principalement utilisée comme chambre « time-out », destinée à placer la mineure dans un environnement pauvre en stimuli pour lui permettre de retrouver le calme.

**La Médiateure se réjouit de cette approche.**

(43) L'équipe de contrôle a, comme déjà abordé, reçu plusieurs réclamations relatives à l'alimentation. Sur le site de Schrassig, le problème semble moins grave qu'à Dreiborn en ce qui concerne les repas du soir. Cependant, lorsque des plats doivent, pour diverses raisons, être servis à Schrassig à midi, ceux-ci ne seraient généralement pas satisfaisants.

Comme déjà développé dans le rapport dressé en 2012, la Médiateure se pose la question pourquoi la cuisine professionnelle existante à Schrassig n'est pas utilisée. L'utilisation de cette cuisine pourrait remédier à de nombreux problèmes liés à l'alimentation à Schrassig.

Les propos tenus en 2012 restent toujours valables :

*« L'équipement disponible répond à toutes les exigences pour répondre aux besoins du site. Comme une formation en pâtisserie et garde-manger est offerte au site de Schrassig et ce dans des locaux plutôt improvisés, la Médiateure se pose la question pourquoi la cuisine professionnelle installée sur les lieux ne pourrait pas être*

*employée à cette fin, tout en assurant les repas chauds des pensionnaires. Ceci semble d'autant plus indiqué que cette formation connaît un succès certain auprès des jeunes. Force est également de relever qu'il s'agit en l'occurrence d'une occupation utile pour les pensionnaires qui ne sont plus scolarisés. ».*

**La Médiateure souhaite obtenir de plus amples renseignements sur les raisons pour lesquelles cette cuisine professionnellement équipée et fonctionnelle n'est pas utilisée pour les besoins de l'internat de Schrassig, de même qu'à des fins de formation, sous réserve de se voir attribuer les ressources humaines nécessaires à cette fin.**

#### **4. Constats relatifs à l'UNISEC**

##### **a. Objectif de l'unité**

Lors des visites sur place en 2014, l'aménagement de l'UNISEC venait d'être achevé par la finalisation de l'équipement de la « soft-cell » qui représente d'ailleurs l'unique « soft-cell » méritant cette désignation dans tout le pays.

A l'heure actuelle, l'UNISEC serait fonctionnelle et pourrait accueillir les premiers mineurs, les infrastructures étant prêtes, même si, suite à la visite du CPT, différents réaménagements infrastructurels sont prévus. Force est également de constater que le personnel nécessaire au fonctionnement a été recruté, et que ce n'est que le cadre légal et réglementaire encadrant le fonctionnement de l'UNISEC qui fait défaut.

De ce fait, il n'est, à l'heure actuelle, pas déterminé quels profils de mineurs pourront être placés à l'UNISEC, information indispensable si l'on veut développer un concept clair pour la prise en charge des pensionnaires et fixer les objectifs à atteindre.

L'exposé des motifs du projet de loi 6593 mentionne que « en tant qu'unité du centre, elle accueille obligatoirement tous les pensionnaires qui y sont placés par décision des autorités judiciaires, soit d'après les dispositions de la loi relative à la protection de la jeunesse, soit d'après toutes autres dispositions légales ».

Aucun critère justifiant le placement à l'UNISEC n'est mentionné par le texte légal, de sorte que les autorités judiciaires semblent disposer d'une liberté complète quant aux mineurs à placer à l'UNISEC, ce qui crée évidemment une atmosphère d'arbitraire et de non-transparence.

A partir de quel âge un mineur peut-il être placé à l'UNISEC, faut-il qu'il ait commis un acte qualifié infraction, suffit-il qu'il ait fugué à plusieurs reprises du CSEE, fait-il partie des jeunes qui, à l'heure actuelle, seraient placés au CPL ?

La loi ne donne aucune indication, ce qui rend évidemment l'élaboration de tout concept digne de ce nom impossible et rend la tâche du personnel affecté à l'UNISEC extrêmement difficile.

**La Médiateure insiste qu'il est primordial de définir légalement et dans les meilleurs délais l'utilisation qui devra être faite de l'UNISEC.**

b. Constats sur place

(44) L'équipe de contrôle a visité encore une fois l'UNISEC et a pu rencontrer les premiers membres du personnel ayant déjà commencé à travailler au sein de l'unité et s'occupant actuellement de l'élaboration des différentes procédures.

Comme déjà mentionné, l'équipe de contrôle a été informée que différents réaménagements de l'UNISEC sont déjà prévus, notamment suite aux recommandations du CPT. Ainsi, un local pour réaliser les fouilles à l'entrée de l'unité sera aménagé.

L'équipe de contrôle avait également déjà abordé l'utilité et la nécessité d'un pareil local lors des visites sur place en 2014.

**La Médiateure regrette que l'UNISEC doive déjà subir des réaménagements plutôt conséquents avant la mise en fonction, mais estime que l'aménagement d'un pareil local constitue un progrès.**

(45) En 2014, la Médiateure avait mis en doute les estimations quant au nombre de personnel de garde à recruter.

Ainsi, elle avait précisé que :

*« La surveillance de l'unité de sécurité est assurée par des gardiens des deux sexes. Actuellement, une dotation de 23 ETP en personnel de garde est prévue. Ce personnel devra assurer la garde de l'unité 24 heures par jour et ceci pendant 365 jours par année.*

*Comme l'unité de sécurité est également appelée à recevoir des filles, au moins une gardienne devra en permanence être présente sur le site.*

*Il est évident que les agents de garde de sexe féminin sont dispensées de service dès qu'elles sont enceintes.*

*La Médiateure a comparé la dotation de personnel de garde avec celle du CPL. Ce rapprochement fait supposer que la dotation prévue s'avère nettement insuffisante pour assurer la continuité du service dès lors qu'un ou plusieurs agents sont en incapacité de travail pour raisons de maladie, en dispense de service ou encore en congé.*

*La Médiateure s'est renseignée avec précision du mode de calcul appliqué en milieu pénitentiaire en ce qui concerne le besoin en gardien. En application des mêmes règles il est impératif de prévoir un minimum de 27 ETP.*

*A côté de la nécessaire présence en permanence d'une gardienne sur le site, il ne faut pas oublier que le poste de garde de l'unité de sécurité doit être occupé en permanence par un agent de garde au moins. S'il n'est déjà pas optimal qu'un seul agent assure ce service pendant la journée, ce poste ne devant en principe jamais être abandonné, il est impératif que cette tâche soit effectuée par deux agents pendant la nuit.*

**(86) La Médiateure recommande avec toute l'insistance requise aux autorités compétentes de débloquer les moyens nécessaires en vue de l'engagement d'au moins 4 ETP de gardiens supplémentaires. ».**

**La Médiateure note avec satisfaction que cette recommandation ait été suivie d'effets et qu'il est désormais prévu de procéder au recrutement de 28 agents de sécurité.**

c. Développement de procédures

(46) Bien qu'il soit difficile d'élaborer un concept clair pour le fonctionnement de l'unité, alors que le profil des mineurs qui y seront placés n'est pas encore déterminé, différents principes ont déjà été arrêtés.

Ainsi, il est notamment prévu que les agents de sécurité affectés à l'UNISEC ne porteront pas d'uniforme, mais des vêtements « harmonisés ».

**La Médiateure apprécie cette approche.**

(47) Lors des entretiens menés sur place, l'équipe de contrôle a été informée qu'un grand nombre de procédures a déjà été élaboré et approuvé par la commission de surveillance et de coordination. Il s'agirait notamment de procédures relatives à la sécurité de l'unité.

(48) A côté de ces procédures qui semblent avoir été arrêtées de manière quasi définitive, l'équipe de contrôle s'est aperçue qu'il manque encore plusieurs procédures pour garantir un fonctionnement adéquat au moment de l'ouverture de l'UNISEC, notamment en ce qui concerne certaines modalités pratiques.

Il est cependant évident que ces procédures sont fonction du profil des mineurs pris en charge à l'unité.

Il s'agit notamment des procédures relatives à la collaboration avec la Police. Dans ce contexte, il faudrait élaborer des procédures quant au port d'armes au sein de l'unité. Les agents de police, auront-ils le droit de garder sur eux leur arme de service au moment de rentrer à l'UNISEC, y a-t-il une possibilité de les enlever et de les garder en sécurité pendant la procédure d'admission ? Les agents de police qui amènent le mineur à l'unité, travailleront-ils en civil ou porteront-ils un uniforme ? Cette précision n'est pas anodine alors que l'emplacement de l'UNISEC expose les arrivées des agents de police aux regards des pensionnaires placés à l'internat.

**La Médiateure s'exprime contre la présence d'armes à feu dans l'enceinte de l'UNISEC et recommande de prévoir une procédure suivant laquelle les agents de police enlèvent leur arme et la déposent en un endroit sûr à l'entrée de l'unité.**

**En ce qui concerne le port d'uniforme, la Médiateure apprécierait si les transports pouvaient se faire en civil et avec un véhicule banalisé.**

**De manière générale, il faudra élaborer des procédures relatives aux modalités pratiques des différents transports qui devront être faits pendant la durée de placement d'un mineur à l'UNISEC, de même que pour la garde qui devra être réalisée lorsqu'un mineur est hospitalisé.**

**Dans ce contexte, il serait également intéressant d'analyser si la conception d'une chambre sécurisée dans un hôpital régional pourrait s'avérer utile ou nécessaire.**



(49) A côté des aspects liés à la collaboration avec les agents de police, le volet médical nécessite également des procédures claires. Ainsi, les besoins en personnel infirmier et médical, de jour et de nuit, devront être clarifiés et, le cas échéant, être harmonisés avec les plans de service des autres infirmiers du CSEE

Actuellement, il semble être prévu de recruter 0,5 ETP d'infirmier et de collaborer avec les infirmiers qui travaillent au sein des internats, mais la Médiateure donne à penser que l'UNISEC peut être confrontée à des besoins très différents.

Il pourrait en effet se produire qu'il y ait une arrivée à l'UNISEC pendant la nuit, voire en dehors des heures de travail des infirmières travaillant aux internats de Dreiborn et Schrassig.

La collaboration avec des médecins-généralistes devra également être clarifiée.

Une convention réglementant la collaboration avec un pédopsychiatre pendant 10h/semaine est en voie d'élaboration, ce que la Médiateure soutient pleinement.

**La Médiateure recommande de clarifier les procédures dans le domaine de la santé.**

**Dans la mesure du possible, la Médiateure recommande de prévoir un suivi médical assuré par le même médecin pendant la durée du séjour à l'UNISEC. La distribution des médicaments prescrits par le médecin devra être réalisée par du personnel infirmier.**

## **5. Autres constats**

(50) Un constat qui a interpellé l'équipe de contrôle concerne les modalités de transport vers le CSEE. Il a en effet été rapporté par la quasi-totalité des jeunes rencontrés par l'équipe de contrôle qu'ils portaient des menottes lors du transport vers l'internat. Certains mineurs ont avoué avoir affiché un comportement agité ou agressif envers les agents de Police, mais ceci ne vaut, selon les dires des mineurs, pas pour tous les mineurs auxquels on aurait mis les menottes.

Les instructions de service de la Police grand-ducale, du moins dans la version qui est à disposition de la Médiateure, précisent cependant qu'en principe, les mineurs ne sont pas menottés.

**La Médiateure recommande aux autorités policières de rappeler ce principe à ses agents et de les sensibiliser à n'avoir recours aux menottes dans le chef de mineurs qu'en cas de comportement agressif et comme moyen de dernier recours.**

(51) L'équipe de contrôle a été frappée par les divergences de mentalités sur les deux sites. Si au site de Schrassig, les membres du personnel rencontrés reflétaient une vision optimiste de l'évolution de l'internat, ceci n'a malheureusement pas été le cas à Dreiborn. D'ailleurs, dans les entretiens que l'équipe de contrôle a menés avec les éducateurs sur les deux sites, l'ambiance se résume par les affirmations recueillies suivantes : « *Mir verkümmern* » à l'internat de Dreiborn contre « on avance » à l'internat de Schrassig.

La Médiateure se montre alarmée par ces constats qui reflètent premièrement une grande divergence entre les deux sites et deuxièmement un grand malaise au site de Dreiborn qui va de pair avec une certaine démotivation et résignation des membres du personnel.

L'équipe de contrôle a eu le sentiment que plusieurs éducateurs se sentent de plus en plus éloignés de leur mission d'origine qui est la prise en charge éducative des mineurs placés au CSEE, leur préparation à une vie après leur séjour au CSEE et qu'ils ont l'impression de devenir de plus en plus des gardiens, ne réalisant qu'une mission de surveillance.

Il est difficile pour la Médiateure de cerner les origines à cet état d'esprit, plutôt généralisé au site de Dreiborn.

Certains problèmes à la base de ce constat ont probablement déjà été abordés quand il était question de projets développés par des éducateurs qui n'ont pas connu de suites. Le manque de visibilité de la Direction sur le site, voire le sentiment des éducateurs, mais aussi des mineurs, de ne pas être suffisamment motivés et soutenus dans la vie au quotidien semblent contribuer encore davantage à ce phénomène.

Certains membres du personnel voient les développements récents sur le site de Dreiborn d'un œil critique, notamment en ce qui concerne le manque de responsabilisation des mineurs.

**La Médiateure renvoie à cet égard à ses recommandations sur la responsabilisation et l'implication des jeunes dans la vie au quotidien au CSEE.**

## **6. Remarques relatives au Projet de loi 5351**

(52) Une réforme du système de protection de la jeunesse a été annoncée en 1999. En 2004, un projet de réforme a été déposé. 12 ans après, les travaux sont toujours en cours. Il est honteux que les travaux préparatoires d'une réforme, dont la nécessité a déjà été reconnue en 1999, prennent autant de temps.

Un groupe de travail, dont l'équipe de contrôle fait partie, se réunit régulièrement, mais les discussions sont longues et laborieuses et les différents points de vue semblent difficilement conciliables.

La Médiateure s'étonne par ailleurs que la direction du CSEE ne soit pas directement représentée présente dans ce groupe de travail.

De manière générale, la Médiateure craint que les modifications qui seront apportées à la base légale actuelle ne remédient pas à tous les points critiquables de l'actuelle loi de 1992.

Dans son avis du 30 novembre 2010, le Conseil d'Etat s'est d'ailleurs également exprimé de la manière suivante :

*« Par ailleurs, le Conseil d'Etat regrette que les rédacteurs du projet de loi sous avis n'aient pas profité de l'occasion pour remettre intégralement le texte de loi sur le métier, en vue de donner suite aux engagements contractés par l'Etat, découlant de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, approuvée par la loi du 22 décembre 1993, et des protocoles s'y rapportant, et de mettre ainsi un terme à la divergence de jurisprudence quant au caractère „self-executing“ de ces traités.*

*De même aurait-on pu retravailler la loi plus en profondeur, en y incorporant, dans la mesure où elles n'ont pas d'ores et déjà été traitées par le projet de loi sous avis, les*

*recommandations du Comité des Droits de l'Enfant de Genève dans le cadre de son examen du deuxième rapport périodique luxembourgeois présenté par le Grand-Duché de Luxembourg en janvier 2005, respectivement les recommandations de l'ORK dans ses différents rapports annuels et plus particulièrement celui de 2009.*

*Dans ce dernier rapport, l'ORK a recommandé une adaptation de la procédure d'appel en matière de la jeunesse et il a suggéré que les appels des décisions des juridictions de jeunesse de premier ressort soient traités par une chambre à trois magistrats plutôt que par un juge unique.*

*Le Conseil d'Etat estime cette recommandation tout à fait justifiée de même qu'il comprend parfaitement le souci de l'ORK de prévoir une procédure d'appel contre les décisions de placement provisoires respectivement les mesures d'aménagement de décisions de placement prises par ordonnance. ».*

Il est à craindre que les modifications prévues actuellement par le projet de loi 5351 n'aillent pas assez loin.

Une première problématique qui marque la réforme du système de protection de la jeunesse est la construction du texte de loi sur base de deux axes, un premier entièrement protectionnel et un deuxième à connotation pénale.

Le pouvoir politique ayant décidé de renoncer à la création d'un droit pénal pour mineurs, le projet de loi 5351 essaie de trouver un équilibre entre le besoin et la volonté de protection d'une part et de répression d'autre part, ce qui s'avère difficile.

Le besoin des juges de la jeunesse de disposer d'une certaine flexibilité, indéniablement nécessaire et ardemment défendue par les juges, dans la gestion de leurs dossiers, semble freiner toute modification plus conséquente.

Néanmoins, la Médiateure est d'avis qu'au vu de la gravité des mesures qui peuvent être prises par les juges de la jeunesse, il faudrait parvenir à établir un juste équilibre entre les nécessités d'une gestion flexible, voire la célérité des décisions ou la possibilité de les adapter à des circonstances particulières et certaines garanties procédurales fondamentales, notamment le respect des droits de défense qui doivent être garanties à chaque justiciable.

Un des volets les plus problématiques et inquiétants concerne le système des mesures de garde provisoire et ceci pour plusieurs raisons.

Ces mesures, contrairement à ce que l'on pourrait penser en lisant le terme « provisoire » ne sont pas limitées dans leur durée, sans pour autant offrir les garanties procédurales ordinaires. Ainsi notamment le respect du principe du contradictoire qu'offrirait une décision par jugement n'est pas garanti, de même que le principe du droit à un double degré de juridiction.

#### a) Principe du contradictoire

(53) Le principe du contradictoire est un principe général du droit qu'il convient de respecter en toute matière.

En matière de protection de la jeunesse, ce principe est notamment explicité par l'article 9 de la Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU qui prévoit que :

*« 1. Les États parties veillent à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré, à moins que les autorités compétentes ne décident, sous réserve de révision judiciaire et conformément aux lois et procédures applicables, que cette séparation est nécessaire dans intérêt supérieur de l'enfant. Une décision en ce sens peut être nécessaire dans certains cas particuliers, par exemple lorsque les parents maltraitent ou négligent l'enfant, ou lorsqu'ils vivent séparément et qu'une décision doit être prise au sujet du lieu de résidence de l'enfant.*

*2. Dans tous les cas prévus au paragraphe 1, toutes les parties intéressées doivent avoir la possibilité de participer aux délibérations et de faire connaître leurs vues. »*

L'article 12 de la même Convention stipule que :

*« 1. Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.*

*2. À cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'un organisme approprié, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale. ».*

La Convention européenne des droits de l'homme prévoit en outre dans son article 6 que « dans les procédures intéressant un enfant, l'autorité judiciaire, avant de prendre toute décision, doit, (...) lorsque l'enfant est considéré par le droit interne comme ayant un discernement suffisant (...) consulter dans les cas appropriés l'enfant personnellement, si nécessaire en privé, elle-même ou par l'intermédiaire d'autres personnes ou organes, sous une forme appropriée à son discernement, à moins que ce ne soit manifestement contraire aux intérêts supérieurs de l'enfant, permettre à l'enfant d'exprimer son opinion [et] tenir dûment compte de l'opinion exprimée par celui-ci ».

La consultation du mineur, lorsque celui-ci a la capacité de discernement nécessaire, est donc souhaitée et ceci avant toute prise de décision.

Le projet de loi 5351 introduit le principe des débats contradictoires dans certaines hypothèses, mais la question du mineur en tant que partie à la procédure mérite d'être analysée.

Notamment en ce qui concerne l'article 11, alinéa 2, du prédict projet de loi 5351, la Médiateure souhaite préciser qu'il lui semble évident que le mineur devrait également être entendu dans ce cas de figure. Elle s'interroge néanmoins si le mineur est dans ce contexte considéré comme partie à la procédure et s'il peut dès lors participer aux « débats contradictoires ».

L'article 388-1 du Code civil précise en effet dans son paragraphe 5 que « l'audition du mineur ne lui confère pas la qualité de partie à la procédure ». Si ceci est applicable au cas d'espèce, la Médiateure souhaite qu'il soit expressément stipulé que le mineur doit également être invité à se prononcer.

Il n'en reste pas moins que dans le contexte des mesures de garde provisoire, le débat contradictoire, voire la consultation du mineur avant la prise de décision ne sont actuellement pas prévus par le droit interne.

La Médiateure ne met pas en question le principe que le juge de la jeunesse doit avoir la possibilité de prononcer, sans délai, une mesure de garde provisoire pour permettre de sortir un mineur de son milieu afin de le soustraire à des négligences ou maltraitances, voire pour lui offrir une protection.

Il est évident que l'obligation de consulter le mineur et les parties avant une prise de décision pourrait, pendant le délai d'attente, prolonger la souffrance du mineur qui pourrait être victime de nouvelles maltraitances, mais aussi exposer le mineur à des risques de pressions de la part de son entourage quant aux déclarations à faire devant le juge.

Un tel constat n'empêche cependant aucunement que le système actuellement en vigueur est un système malsain qui crée une insécurité juridique pour les concernés et dont les modalités ne respectent pas certaines exigences élémentaires en matière de droits de l'homme.

**La Médiateure est d'avis que le principe des mesures de garde provisoire doit être maintenu pour permettre une intervention rapide en cas de danger pour un mineur, mais elle insiste que cet outil doit être entouré de garanties beaucoup plus conséquentes que ce n'est le cas actuellement.**

**Le principe qui devrait prévaloir est l'obligation d'entendre le mineur et les parents avant toute mesure de placement, sauf en cas d'urgence, où cette audition devrait alors avoir lieu à échéance très brève.**

**Une exception au respect du principe du contradictoire, voire plus particulièrement de la consultation préalable du mineur et des personnes intéressées avant toute prise de décision pourrait être tolérée dans le contexte des mesures de garde provisoire, si des modifications législatives sont apportées quant aux points suivants : la durée de validité de ces mesures et l'impartialité objective, en ce qui concerne le cumul des compétences du juge de la jeunesse au niveau provisoire et au fond.**

#### b) Mesures à durée indéterminée

(54) La Médiateure souligne que la problématique des mesures à durée indéterminée existe aussi bien pour les mesures de garde provisoire que pour les décisions par jugement, alors que ces placements sont toujours prononcés pour une durée indéterminée. Le problème est donc le même pour les deux cas de figure, à part la question du respect du double degré de juridiction, voire du problème du cumul des compétences, qui n'existe que dans le contexte des mesures de garde provisoire et qui sera traitée au point suivant.

Avant toute autre analyse, la Médiateure souhaite souligner que le recours aux mesures de garde provisoire devrait constituer l'exception, dictée par l'urgence, permettant de remédier dans les meilleurs délais à une situation de détresse, avant que la situation ne soit analysée et tranchée au fond. Or, force est de constater que les mesures de garde provisoire constituent la très large majorité des placements et que celles-ci restent en place pendant des périodes

très prolongées. Il faut donc admettre que l'objectif des mesures de garde provisoire est dénaturé.

Actuellement, les mesures de placement peuvent être modifiées à tout moment suite à une demande du ministère public, du mineur, des parents, tuteur ou autres personnes qui ont la garde du mineur, soit sur rapport des agents de probation<sup>2</sup>.

Si la demande émane du mineur, des parents, tuteur ou autres personnes qui ont la garde du mineur, elle ne peut actuellement être présentée qu'après l'expiration d'un délai d'un an après que la décision ordonnant la mesure soit coulée en force de chose jugée. En cas de rejet de la demande, celle-ci peut actuellement être renouvelée après un an depuis la date où la décision est devenue définitive<sup>3</sup>.

Un réexamen d'office est actuellement prévu tous les 3 ans<sup>4</sup>.

Le projet de loi 5351 prévoit de raccourcir tous ces délais, de sorte que les différentes demandes en révision par le mineur, les parents, tuteur ou autres personnes qui ont la garde du mineur peuvent être faites après 6 mois. Le réexamen d'office est prévu tous les 18 mois.

La Médiateure estime que ces modifications ne vont pas assez loin et que les délais prévus sont toujours trop longs et n'offrent pas les garanties adéquates.

La Médiateure est d'avis que le mineur, les parents, tuteur ou autres personnes qui ont la garde du mineur doivent avoir la possibilité de demander une révision chaque fois que des éléments avérés nouveaux se présentent ou alors après un délai de 3 mois au lieu de 6.

Le réexamen d'office, dont le délai est raccourci à 18 mois, devrait à ses yeux avoir lieu tous les douze mois. Les arguments d'une surcharge de travail, tels que développés dans le document de travail<sup>5</sup> ne constituent, selon elle, pas de raison valable pour reporter cet examen à 18 mois, encore moins, lorsque nous nous trouvons dans l'hypothèse d'une mesure de garde provisoire qui a pu être prise sans consultation des concernés. Pour soutenir sa position, la Médiateure a analysé la position de la CEDH en la matière.

L'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme (Cedh) consacre le droit à la liberté et à la sûreté. L'analyse se base sur les garanties offertes par l'article 5§3 qui ne concerne pas directement les placements des mineurs, mais la détention provisoire en matière pénale. La Médiateure s'interroge toutefois si les droits accordés aux mineurs en difficulté ne devraient pas être au moins aussi conséquents que ceux qui reviennent aux majeurs ayant commis une infraction.

La Médiateure souligne par ailleurs que la Cour a retenu que les dispositions de l'article 5§3 de la Convention pourraient également s'appliquer à « d'autres catégories vulnérables de personnes arrêtées, telles celles atteintes d'une déficience mentale ou celles qui ne parlent pas la langue du magistrat »<sup>6</sup>. La Cour est donc encline à élargir le champ d'application de cet

---

<sup>2</sup> Article 37, al. 1 de la loi de 1992.

<sup>3</sup> Article 37, al. 2 de la loi de 1992.

<sup>4</sup> *idem*

<sup>5</sup> Avis du groupe de travail interministériel « Protection de la jeunesse », p. 34.

<sup>6</sup> CEDH, *McKay c. Royaume-Uni*, req. n°543/03, § 34 ; *Ladent v. Pologne*, app. n° 11036/03, § 74, et CEDH, Guide sur l'article 5 de la Convention, point 136.

article à d'autres catégories de personnes privées de liberté, même si les mineurs ne sont pas explicitement mentionnés.

La première disposition de l'article 5§3 a comme objectif de garantir un contrôle judiciaire rapide et automatique de la détention ordonnée afin de minimiser une atteinte injustifiée à la liberté individuelle <sup>7</sup>. La jurisprudence de la CEDH souligne que le délai après lequel un réexamen d'office de la mesure privative de liberté doit intervenir peut varier en fonction de la nature de la mesure et de la privation de liberté. Elle précise toutefois que l'objectif de l'article 5§4 de la Convention est de consacrer « *une garantie procédurale, notamment contre la poursuite d'une détention qui, quoique initialement ordonnée de manière régulière, a pu par la suite devenir irrégulière et perdre toute justification. En particulier, les exigences relatives à la rapidité et à un contrôle juridictionnel périodique, à des intervalles raisonnables, au sens de l'article 5 § 4 et de la jurisprudence de la Cour, ont pour raison d'être qu'un détenu ne doit pas courir le risque de rester en détention longtemps après le moment où sa privation de liberté a perdu toute justification* »<sup>8</sup>.

La jurisprudence de la Cour précise en outre que ce contrôle « doit être automatique » et qu'il « ne peut être rendu tributaire d'une demande formée par la personne détenue »<sup>9</sup>. Elle continue en soulignant qu'une « *pareille exigence modifierait la nature de la garantie offerte par l'article 5 § 3, qui est distincte de celle prévue par l'article 5 § 4, d'après lequel la personne détenue a le droit d'inviter un tribunal à examiner la légalité de sa détention* »<sup>10</sup>.

Dans le contexte de la garantie offerte par l'article 5§3, la Cour souligne que « *tout délai supérieur à quatre jours est intrinsèquement trop long*<sup>11</sup> » et même qu'un « *délai plus court peut également contrevenir à l'exigence de célérité si aucune difficulté particulière ou circonstance exceptionnelle n'a empêché les autorités de traduire plus tôt la personne arrêtée devant le juge* »<sup>12</sup>.

La Médiateure ne va pas aussi loin pour dire que les mesures de garde provisoire doivent être suivies par une décision par jugement dans un délai de 4 jours, mais souhaite, par cette analyse, rendre attentif à l'étendue des garanties qui sont offertes aux majeurs privés de liberté.

La problématique de la durée illimitée des mesures de garde provisoire avait également été traitée par le groupe de travail en 2002 qui avait retenu dans sa note que :

*« l'article 25 prévoit la faculté pour le juge de la jeunesse, le Procureur d'Etat et le juge d'instruction de prendre des mesures de garde provisoire, décisions en vertu desquelles un mineur d'âge est placé hors de son milieu familial. Une mesure de garde provisoire n'est pas nécessairement prise après audition des personnes concernées. La mesure de garde provisoire n'est pas limitée dans le temps et la loi ne prévoit aucun délai endéans lequel elle doit faire l'objet d'un débat contradictoire à l'audience à l'exception*

---

<sup>7</sup> CEDH, Guide sur l'article 5 de la Convention, point 130.

<sup>8</sup> CEDH, *Chichkov c. Bulgarie*, req. n°38822/97, §88.

<sup>9</sup> Voy. not. CEDH, *McKay c. Royaume-Uni*, req. n° 543/03, §34 ; *Varga c. Roumanie*, req. n°73957/01, §52 ; *Viorel Burzo c. Roumanie*, req. n°75109/01 et 12639/02, §107.

<sup>10</sup> CEDH, Guide sur l'article 5 de la Convention, point 135.

<sup>11</sup> Voy. not. CEDH, *Oral et Atabay c. Turquie*, req. n°39686/02, §43 ; *McKay c. Royaume-Uni*, req. n° 543/03, §47 ; *Năstase-Silivestru c. Roumanie*, requête n° 74785/01, §32.

<sup>12</sup> CEDH, *Gutsanovi c. Bulgarie*, req. n°34529/10, §§ 154-159 ; *İpek and others v. Turkey*, app. n° nos. 17019/02 and 30070/02, §§ 36-37, et *Kandzhov v. Bulgarie*, app. n°68294/01, § 66.

*de la mesure de placement provisoire en Maison d'arrêt qui doit être suivie dans les trente jours d'un jugement (rendu après débats contradictoires à l'audience). S'il est vrai qu'il est loisible aux parties de provoquer en tout état de cause un débat contradictoire en déposant une requête en mainlevée de la mesure de garde provisoire sur laquelle il devra être statué dans les trois jours (article 27), il n'en reste pas moins que la prérogative quelque peu exorbitante et lourde de conséquences prévue à l'article 25 nous semble devoir être limitée dans l'intérêt des droits de la défense. Nous proposons d'introduire une disposition prévoyant un délai de validité des mesures de garde provisoire (autres que celles ordonnant un placement à la Maison d'arrêt) de six mois, renouvelable une seule fois après audition des parties en chambre du conseil. Un jugement (rendu après débats contradictoires) devrait intervenir avant l'expiration du délai légal faute de quoi la mesure deviendrait caduque. »<sup>13</sup>.*

Si la Médiateure apprécie le fait qu'il ait été retenu de limiter les mesures de garde provisoire dans leur validité, proposition qui a été intégrée dans le projet de loi 5351 dans sa version actuelle, elle ne peut toutefois pas se contenter d'une validité de 6 mois, alors qu'elle juge ce délai toujours trop élevée à cause de la quasi-absence de garanties procédurales avant la décision.

Dans les réunions du groupe de travail actuel, il a été retenu que les mesures de placement devraient, de manière générale, faire l'objet d'une réévaluation tous les 6 mois.

La Médiateure estime cependant que ce délai est trop élevé et souligne en outre que le système à mettre en place devrait permettre de réexaminer un placement tous les 3 mois ou s'il y a des éléments nouveaux.

**Pour garantir à suffisance les droits des mineurs privés de liberté, la Médiateure résume ses recommandations en relation avec la durée des mesures de placement de la manière suivante :**

**La validité d'une mesure de garde provisoire ne doit pas dépasser les 15 jours, délai après lequel une décision par jugement doit intervenir et ceci après avoir entendu le mineur et toute autre personne intéressée.**

**Sur demande des intéressés, une réévaluation doit être possible s'il y a des éléments nouveaux avérés ou au moins tous les 3 mois.**

**Un réexamen d'office devrait avoir lieu au minimum tous les 12 mois.**

c) Impartialité objective

- Double degré de juridiction

(55) En général, le principe du double degré de juridiction permet aux justiciables de voir leur affaire réexaminée par une juridiction d'un degré immédiatement supérieur et indépendante de la première.

---

<sup>13</sup> Avis du groupe de travail interministériel « Protection de la jeunesse », p. 31.



Au vu de l'importance des conséquences inhérentes à une mesure de placement, voire de manière générale, des décisions qui peuvent être prises en matière de protection de la jeunesse, la Médiateure estime qu'un pareil réexamen a toute son importance et doit être ouvert aux parties en tout état de cause.

En ce qui concerne les décisions au fond, les parties disposent des droits de recours ordinaires. Or, en ce qui concerne les mesures de garde provisoire, la demande en mainlevée est à introduire au tribunal de la jeunesse, donc à la même instance que celle qui a prononcé la mesure, de sorte qu'il n'existe pas de double degré de juridiction dans ce cas de figure. Comme la nature provisoire de ces mesures est généralement détournée, alors que ces mesures restent en vigueur pendant des périodes prolongées, voire pendant toute la durée du placement, la Médiateure ne peut pas se satisfaire de cette procédure, qui revient à priver les concernés d'un réel droit au double degré de juridiction.

**Plutôt que de remédier à cette situation par un changement de procédure de la demande en mainlevée, la Médiateure préconise un changement dans l'application des décisions de placements par mesure de garde provisoire en limitant la validité dans le temps de ces mesures et en imposant de traiter l'affaire au fond dans les meilleurs délais.**

**La Médiateure y reviendra dans la section suivante.**

- Cumul de compétences

(56) Dans le système protectionnel actuel, le même juge de la jeunesse qui a pris une mesure de garde provisoire est amené à siéger par la suite au tribunal de la jeunesse et à statuer sur la mesure définitive.

Il se pose donc inévitablement la question de savoir si cette procédure est conforme aux exigences posées en matière de droits de l'homme, notamment en ce qui concerne le droit à un procès équitable et à voir sa cause traitée par un tribunal impartial, garanti par l'article 6.1 de la Convention.

L'article 6.1. de la Cedh consacre le droit à un procès équitable et prévoit que « *toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. (...)* ».

La Convention des droits de l'enfant de l'ONU prévoit en outre dans son article 37 d) que les Etats parties doivent veiller à ce que « *les enfants privés de liberté aient le droit d'avoir rapidement accès à l'assistance juridique ou à toute assistance appropriée, ainsi que le droit de contester la légalité de leur privation de liberté devant un tribunal ou une autre autorité compétente, indépendante et impartiale, et à ce qu'une décision rapide soit prise en la matière.* ».

De même, l'ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs, appelé « Règles de Beijing », stipule dans leur point 7.1. que « *les garanties fondamentales de la procédure telles que la présomption d'innocence, le droit à être informé des charges, le droit de garder le silence, le droit à l'assistance d'un conseil, le droit à*

*la présence d'un parent ou tuteur, le droit d'interroger et de confronter les témoins et le droit à un double degré de juridiction sont assurées à tous les stades de la procédure ».*

La problématique de l'impartialité avait déjà été discutée dans le groupe de travail en 2002 et l'applicabilité de l'article 6.1. aux cas d'espèce avait été examinée en détail<sup>14</sup>. La Médiateure partage l'analyse et la conclusion du groupe de travail que l'article 6.1. s'applique bel et bien aux procédures en matière de protection de la jeunesse, ce qui est d'ailleurs également clairement retenu par la CEDH, notamment par l'arrêt *McMichael c. Royaume-Uni*.

L'avis du groupe de travail retient pour le surplus que le cumul des compétences pour prononcer aussi bien une mesure de garde provisoire qu'une mesure au fond est à considérer comme problématique. Néanmoins, il a été finalement décidé d'outrepasser les jurisprudences de la CEDH et de maintenir le système en cause, alors que ce système est malgré tout considéré comme plus avantageux pour le mineur.

La Médiateure a des problèmes à suivre et à accepter ce raisonnement, alors qu'elle estime qu'il est prétentieux et risqué d'ignorer les jurisprudences de la CEDH. Elle est consciente que la CEDH préconise d'examiner la question sur l'impartialité au cas par cas, compte tenu des circonstances de l'espèce, mais elle relève toutefois que la CEDH a retenu qu'il convient « *d'examiner la question de savoir si le lien entre les questions de fond tranchées aux différents stades de la procédure est étroit au point de faire naître un doute sur l'impartialité du juge qui participe à la prise de décision à ces différents stades* »<sup>15</sup>.

Dans l'arrêt *Indra c. Slovaquie*, §§ 51-53, la Cour a souligné qu'un problème « *peut se poser si un juge participe à deux procédures portant sur les mêmes faits* » et dans l'affaire *San Leonard Band Club c. Malte*, § 64, il a été soulevé qu'il « *peut y avoir un doute quant à l'impartialité des juges d'une cour d'appel qui sont appelés à déterminer s'ils ont commis dans leur décision précédente une erreur d'interprétation ou d'application de la loi.* ».

Si la Médiateure ne souhaite pas mettre en question l'impartialité subjective des juges, elle est toutefois d'avis qu'il est primordial d'assurer une impartialité objective en la matière.

Le document de synthèse du groupe de travail de l'époque précise que la décision de maintenir le système du cumul des deux fonctions est fondée sur le travail de rééducation à la base des placements des mineurs. Celui-ci pourrait être mieux réalisé par un juge qui suit le dossier du mineur depuis le début et qui le connaîtrait de ce fait mieux. La Médiateure ne peut considérer cet argument comme suffisant pour aller à l'encontre des jurisprudences de la CEDH.

**La Médiateure ne peut pas accepter que le mineur soit privé d'un réexamen impartial, et de ce fait d'un droit à un double degré de juridiction, dans le contexte des mesures de garde provisoire. Elle insiste que les mineurs et les parents doivent obtenir le droit de voir leur recours examiné par une juridiction supérieure ou en tout état de cause par un magistrat, non impliqué dans la première prise de décision de la mesure de garde provisoire.**

---

<sup>14</sup> Avis du groupe de travail interministériel « Protection de la jeunesse », pp. 32 et ss.

<sup>15</sup> CEDH, *Toziczka v. Pologne*, app. n°29995/08, § 36.

**La Médiateure réitère que le manque en personnel, donc une défaillance des moyens mis à disposition, tel qu'avancé dans le document de travail pour justifier le maintien du système actuel<sup>16</sup>, ne saurait en aucun cas justifier une inobservation des droits de l'homme.**

**La Médiateure souligne toutefois que la limitation de la durée de validité d'une mesure de garde provisoire à un maximum de 15 jours, suivie d'un jugement au fond, contre lequel peut être interjeté appel devant la cour d'appel, pourrait constituer une piste de solution.**

d) Mesures de congé

(57) L'article 12 de la loi de 1992 et du projet de loi 5351 prévoit la faculté pour le juge de la jeunesse d'accorder des congés aux mineurs placés et ceci dans l'intérêt de leur éducation, pour faciliter leur entrée dans la vie active et leur intégration sociale.

Le projet de loi 5351 élargit le champ d'application de cet article en rendant le congé possible également «en vue d'un essai de réintégration familiale », ce que la Médiateure apprécie. Ces mesures de congé peuvent dès lors constituer un retour en famille, mais également un retour ou une intégration dans une autre structure de prise en charge.

La Médiateure reconnaît l'utilité d'un moyen qui permet d'observer l'évolution du mineur lorsqu'il est, à titre d'essai, sorti du milieu où il avait été placé, sans que la mesure de placement ne soit cependant officiellement levée. La mesure de congé permet au juge de garder un contrôle sur le mineur et son entourage et représente une épée de Damoclès au-dessus du mineur et de son environnement, susceptible de contribuer à la réussite de ce changement d'environnement. Elle estime cependant que cette épée de Damoclès peut devenir lourde à supporter pour les concernés et peut même devenir contreproductive après une certaine durée.

Elle regrette dès lors qu'aucune disposition légale ne prévoie de limitation dans le temps d'une pareille mesure de congé. Elle regrette davantage que le groupe de travail de 2002 avait retenu que les mesures de congé devraient être limitées à une durée de 6 mois et que cette proposition n'ait pas été intégrée dans le projet de loi actuel.

Dans son document de synthèse le groupe de travail avait retenu que « *dans le but d'éviter une perpétuation des dispositions provisoires, nous proposons d'édicter que ces congés ne devront pas dépasser une durée de six mois renouvelable une fois. Un jugement réglant définitivement la situation devrait être pris avant l'expiration de cette période* »<sup>17</sup>.

**La Médiateure se rallie à cette proposition et recommande d'intégrer la limitation dans le temps des mesures de congé dans le projet de loi 5351, telle qu'elle avait été proposée par le groupe de travail de l'époque.**

---

<sup>16</sup> Avis du groupe de travail interministériel « Protection de la jeunesse », p. 33.

<sup>17</sup> Avis du groupe de travail interministériel « Protection de la jeunesse », p. 36.

e) Contacts familiaux

(58) L'article 9, point 3 de la Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU prévoit que :

*« les États parties respectent le droit de l'enfant séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à intérêt supérieur de l'enfant. »*

L'article 37 c) de la Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU impose aux Etats parties de veiller à ce que :

*« tout enfant privé de liberté soit traité avec humanité et avec le respect dû à la dignité de la personne humaine, et d'une manière tenant compte des besoins des personnes de son âge: en particulier, tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes, à moins que l'on n'estime préférable de ne pas le faire dans intérêt supérieur de l'enfant, et il a le droit de rester en contact avec sa famille par la correspondance et par des visites, sauf circonstances exceptionnelles ».*

Si les Règles de Beijing soulignent en leur point 18.2. qu' *« aucun mineur ne sera soustrait à la surveillance de ses parents, que ce soit partiellement ou totalement, à moins que les circonstances ne rendent cette séparation nécessaire »*, elles expliquent également que :

*« l'article 18.2 souligne l'importance de la famille qui, selon le paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, est "l'élément naturel et fondamental de la société". A l'intérieur de la famille, les parents ont non seulement le droit mais aussi le devoir d'entretenir et de surveiller leurs enfants. L'article 18.2 dispose donc que séparer les enfants de leurs parents est une mesure grave à ne prendre qu'en dernier ressort, lorsque les faits (sévices infligés à l'enfant, par exemple) la justifient pleinement ».*

Suivant le point 26.5 des Règles de Beijing, *« les parents ou le tuteur du mineur placé en institution ont le droit de visite dans son intérêt et pour son bien-être ».*

Ces exemples montrent que le contact avec les parents, le maintien des relations familiales et l'encouragement des parents de remplir leurs droits et devoirs de surveillance et d'entretien à l'égard de leurs enfants sont considérés comme valeurs essentielles.

Le droit interne devrait partant s'efforcer de remplir ces normes et favoriser, autant que possible, les relations entre l'enfant et ses parents, voire sa famille.

**La Médiateure apprécie dans ce contexte la proposition faite par la magistrature, lors des réunions du groupe de travail actuel, de prévoir dans la nouvelle loi relative à la protection de la jeunesse le principe suivant lequel le placement d'un mineur ne transfère pas l'autorité parentale, même si certaines restrictions mineures seront prévues. Une exception à ce principe est notamment prévue pour le cas où il existe un conflit entre les intérêts du mineur et ceux des parents, ou bien dans l'hypothèse où les parents bloquent de manière injustifiée la prise de décisions pour l'enfant.**

(59) Il est en outre prévu que, dans les cas où l'autorité parentale n'est pas transférée, l'organisme d'accueil doit régulièrement consulter les parents et les impliquer dans la vie de leur enfant.

**Pour la Médiateure, il s'agit d'une innovation qui va dans la bonne direction et qui contribue à la responsabilisation des parents.**

(60) Toutefois, le projet de loi prévoit deux autres mesures plus discutables, qui, selon la Médiateure, vont à l'encontre du besoin et du souhait de maintenir au mieux les contacts familiaux entre le mineur et ses parents ou son entourage et de soutenir l'implication des parents dans le développement et l'éducation de l'enfant.

Premièrement, l'article 14 du projet de loi prévoit l'obligation d'informer « périodiquement » les parents du mineur de la situation de leur enfant.

Or, il n'est ni précisé qui doit donner ces informations, selon quelles modalités, ni dans quels délais.

La Médiateure ne peut pas se contenter de la notion de « périodiquement ». Ce terme n'offre pas des droits suffisamment importants aux parents, ce qui va à l'encontre du souhait de les responsabiliser dans leur devoir d'éducation et de surveillance de leurs enfants.

**Elle recommande de quantifier la notion de « périodiquement » et de prévoir que les parents doivent être informés lorsqu'il y a des éléments nouveaux et au moins une fois par mois. Il devrait en outre être clarifié à qui incombe cette obligation d'information et suivant quelles modalités ces informations doivent être transmises.**

**Les informations qui pourraient être données lors du réexamen d'office, tel qu'il est actuellement discuté dans le groupe de travail et prévu tous les six mois ne sauraient être considérées comme suffisantes.**

(61) Deuxièmement, l'article 25bis du projet de loi introduit la possibilité pour le juge de la jeunesse de prononcer, en cas d'urgence, à l'encontre des personnes qui compromettent la santé physique ou mentale, l'éducation ou le développement social des enfants mineurs, une interdiction de prendre contact avec ces enfants mineurs.

Le juge peut interdire les contacts aux personnes vivant en communauté domestique avec le mineur ou à l'encontre des parents. Le même article prévoit que cette décision du juge de la jeunesse doit être suivie d'un jugement au fond dans un délai de 2 mois. Cette interdiction peut donc être appliquée pendant deux mois avant qu'une décision au fond ne soit prise.

La Médiateure est d'avis, tout comme pour la validité des mesures de garde provisoire, qu'une décision au fond, entourée des garanties ordinaires en matière de droits de défense, doit intervenir dans un délai plus rapproché.

**Elle estime que la durée maximale pendant laquelle une pareille décision du juge de la jeunesse pourrait être valable devrait être d'un mois, délai dans lequel une décision au fond doit être prise après avoir entendu les intéressés.**

f) Placements au CPL

(62) Le maintien de la possibilité de placer des mineurs au CPL est un sujet qui a déjà provoqué des débats à maintes reprises.

La Médiateure rappelle que le placement d'un mineur doit de manière générale constituer un outil de dernier ressort et se fait siens, particulièrement dans le contexte du milieu carcéral, les commentaires développés dans les Règles de Beijing, au sujet du point 19.1. qui soulignent que :

*« la criminologie progressiste recommande le traitement en milieu ouvert, de préférence au placement dans une institution. On n'a constaté pratiquement aucune différence entre le succès des deux méthodes. Les nombreuses influences négatives qui s'exercent sur l'individu et qui semblent inévitables en milieu institutionnel ne peuvent évidemment pas être contrebalancées par des efforts dans le domaine du traitement.*

*Cela s'applique particulièrement aux jeunes délinquants, dont la vulnérabilité est plus grande. En outre, les conséquences négatives qu'entraînent non seulement la perte de liberté mais encore la séparation du milieu social habituel sont certainement plus graves chez les mineurs en raison de leur manque de maturité.*

*L'article 19 vise à restreindre le placement dans une institution à deux égards : fréquence ("mesure de dernier ressort") et durée ("aussi brève que possible"). Il reprend un des principes fondamentaux de la résolution 4 du sixième Congrès des Nations Unies, à savoir qu'aucun jeune délinquant ne devrait être incarcéré dans un établissement pénitentiaire, à moins qu'il n'existe aucun autre moyen approprié. L'article demande donc que, si un jeune délinquant doit être placé dans une institution, la privation de liberté soit limitée le plus possible, que des arrangements spéciaux soient prévus dans l'institution pour sa détention et qu'il soit tenu compte des différentes sortes de délinquants, de délits et d'institutions. En fait, il faudrait donner la priorité aux institutions "ouvertes" sur les institutions "fermées". En outre, tous les établissements devraient être de type correctif ou éducatif plutôt que carcéral. ».*

Le projet de loi actuel prévoit la possibilité de placer des mineurs en prison lorsqu'il s'agit d'un « cas d'absolue nécessité » et que le mineur « représente un danger pour l'ordre public ou la sécurité publique » et qu'il « a commis ou est soupçonné d'avoir commis un fait qualifié infraction pénale punissable d'une peine d'emprisonnement dont le maximum est supérieur ou égal à deux ans ».

La magistrature fait valoir des arguments relatifs à des cas exceptionnels, dans lesquels ils seraient confrontés à un mineur, même en-dessous de 16 ans qui aurait un potentiel de dangerosité si élevé qu'il serait plus important de protéger les autres mineurs placés à l'UNISEC que de protéger ce mineur devant les adultes en centre pénitentiaire et que l'UNISEC ne permettrait pas cette protection des autres mineurs qui y sont placés.

La Médiateure peut comprendre cet argument, mais ne le partage pas, alors que l'UNISEC a été conçue et présentée comme prison pour mineurs, même si cette appellation a toujours été refusée, certainement à défaut de droit pénal pour mineurs. Il serait donc illogique de prédire l'échec de cette institution dans la prise en charge de tels mineurs, avant même d'avoir commencé à fonctionner.

Il est cependant évident que l'UNISEC ne peut que fonctionner en tant que telle et utilement gérer des mineurs potentiellement dangereux si elle n'est pas confrontée à une trop grande hétérogénéité des mineurs qui y sont placés. Idéalement, elle ne devrait prendre en charge que des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction.

La Médiateure est d'autant plus déçue de cette approche, autorisant le placement de mineurs de tout âge en prison, que la volonté politique à cet égard semblait claire depuis des années et a fait croire à l'abandon de la pratique de placer des mineurs au centre pénitentiaire.

En 2009, suite à une nouvelle critique du CPT qui a demandé officiellement confirmation qu'il n'y aura plus de mineurs détenus au centre pénitentiaire de Luxembourg après la mise en service de l'unité de sécurité de Dreiborn, il avait en effet été répondu que :

*« Le Ministère de la Justice ne peut que se rallier au souhait du CPT qu'il n'y ait plus de mineurs détenus au CPL après la mise en service de l'UNISEC à Dreiborn. Par ailleurs, dans le cadre de la réforme pénitentiaire actuellement en cours, il a été décidé de proposer au législateur d'inscrire formellement dans la nouvelle loi pénitentiaire qu'aucun mineur ne peut être admis aux établissements pénitentiaires, à l'exception de ceux visés à l'article 32 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, c.à.d. les mineurs ayant au moins 16 ans et au sujet desquels le juge de la jeunesse a décidé qu'ils seront poursuivis conformément au droit pénal commun applicable aux personnes majeures. Notamment aux termes de l'article 32 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, il est prévu qu'au cas où le mineur a commis un fait qualifié d'infraction et s'il était âgé de plus de 16 ans accomplis au moment du fait, le ministère public près le tribunal de la jeunesse peut, s'il estime inadéquate une mesure de garde, de préservation ou d'éducation, demander par voie de requête au juge de la jeunesse l'autorisation de procéder suivant les formes et les compétences ordinaires. Dans ce cas, le juge de la jeunesse statuera sur la requête par une ordonnance motivée sans se prononcer sur la réalité des faits. Dans le cas d'exception où le juge de la jeunesse autorise le ministère public de procéder suivant les compétences ordinaires applicables en matière pénale, il n'est pas impossible que le mineur d'âge âgé de plus de 16 ans se retrouve au Centre pénitentiaire de Luxembourg, et ce malgré la création d'une unité de sécurité à Dreiborn ».*

**La Médiateure réitère son point de vue quant aux placements de mineurs au CPL qu'elle a déjà exprimé dans plusieurs rapports, à savoir qu'elle s'oppose au maintien de la possibilité d'incarcérer des mineurs dans un établissement pénitentiaire réservé aux adultes, à l'exception des très rares cas visés par l'actuel article 32 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.**

**Toute solution permettant de continuer à placer des mineurs dans un établissement pénitentiaire réservé aux adultes, hormis la situation prévue par l'actuel article 32, ne trouvera jamais son accord.**

**Si cette pratique devait être maintenue, la Médiateure se réserve le droit d'en informer tant le CPT que le SPT et de solliciter leur avis sur la question.**

(63) En lien direct avec la continuation des placements au CPL, se trouve la problématique, déjà abordée dans la partie 4 sur l'UNISEC.

L'UNISEC est théoriquement opérationnelle depuis environ 2 ans, mais l'usage et l'objectif de cette unité n'ont pas encore été déterminés de manière certaine.

Mis à part le fait que l'UNISEC a été, avant même sa mise en fonction, déjà restructurée et réaménagée, il est incompréhensible à la Médiateure que l'objectif de cette unité n'ait pas encore été déterminé et qu'il ne soit pas clarifié quels profils de mineurs y seront placés.

**La Médiateure réitère que la loi sur l'UNISEC doit contenir une définition claire de la finalité de cette unité, déterminant les mineurs qui peuvent y être placés et pour quelle durée. Il faudra en sus élaborer un concept clair en ce qui concerne l'encadrement des mineurs et les objectifs poursuivis.**

**Pour la Médiateure, l'UNISEC doit être une unité qui accueille les mineurs qui sont, à l'heure actuelle, placés au CPL. Ceci éviterait des placements de mineurs en prison, de sorte que seulement ceux tombant dans l'application de l'actuel article 32 de la loi de 1992 pourraient y être placés.**

**La Médiateure recommande d'élaborer d'urgence l'objectif et le concept de prise en charge de l'UNISEC pour permettre la mise en fonction de l'unité dans les meilleurs délais.**

## **7. Conclusions**

La Médiateure souhaite mettre en exergue les grands efforts réalisés au CSEE au cours des dernières années.

Malgré plusieurs problèmes notoires, non opposables aux responsables directs du CSEE, développés au long du rapport, elle est d'avis que le fonctionnement des internats et de ses structures attenantes est globalement très satisfaisant.

Il est toutefois indéniable que le bon fonctionnement et la prise en charge proposée souffrent tant des insuffisances infrastructurelles importantes, susceptibles de causer des violations des droits de l'homme que de la trop grande hétérogénéité de la population de mineurs qui y est placée.

Il est urgent de restructurer le système existant pour offrir des prises en charges décentralisées et différenciées, s'adaptant aux besoins des mineurs et de libérer le CSEE des difficultés créées par l'hétérogénéité des pensionnaires.

Les insuffisances au niveau légal créent pour le surplus des insécurités juridiques dans le chef des concernés difficilement défendables et tolérables.

Il est clair que l'UNISEC non encore opérationnelle, qui souffre d'un retard scandaleux tant au niveau de la définition de la population des pensionnaires à y admettre que de sa mise en service, représente un autre facteur d'insécurité hypothéquant le travail appréciable réalisé par le personnel sur place.

Sans l'engagement exemplaire d'une très grande partie du personnel de tous les domaines, et la Médiateure renvoie à ses constats que cet engagement commence à souffrir, l'institution



serait incapable de fournir une prestation de service de niveau assez élevé tel qu'il est encore le cas.

La Médiateure est décidée à soutenir toute initiative des responsables du CSEE en vue d'une mise à niveau des infrastructures, soit en réhabilitant les infrastructures existantes, soit en procédant à une ou plusieurs nouvelles constructions, soit par une solution hybride. Dans ce contexte, elle renvoie également au besoin d'infrastructures disponibles à certains pensionnaires après la fin de leur placement.

Cet effort de construction, voire de reconstruction des infrastructures bâties est absolument indispensable et devrait avoir lieu dans les meilleurs délais. Il devra cependant obligatoirement être précédé des initiatives légales et politiques permettant une catégorisation claire des pensionnaires et une séparation des différentes catégories selon leurs besoins spécifiques réels dans un cadre logique et cohérent, propice au développement des jeunes. Or, cette question implique en tout premier lieu une réponse claire quant à l'utilisation de l'UNISEC et du placement de mineurs au CPL.

Il s'agit du troisième rapport qui est dressé par le CSEE et tant la Médiateure que l'équipe de contrôle sont d'avis, à l'instar des initiatives prises en matière pénitentiaire, qu'il serait dans l'intérêt manifeste de l'institution du CSEE de lui donner plus d'indépendance par rapport au ministère de tutelle, notamment en augmentant les compétences décisionnelles des responsables et en créant une administration à part ou une entité de droit public doté d'une personnalité juridique propre.

Luxembourg, 7 février 2017

Lydie ERR

Médiateure